

# Horizons et débats

AZA  
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Une bulle d'illusions

par Patrick Lawrence



Patrick Lawrence, correspondant à l'étranger pendant de nombreuses années, notamment pour l'«International Herald Tribune», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Son dernier livre est «Time No Longer: les Américains après le siècle américain». Suivez-le sur Twitter @thefloutist. Son site web est Patrick Lawrence.

*L'absence de couverture objective et raisonnée de la guerre en Ukraine est un état de fait dégénéré. L'unique et pire chose réside dans la mesure où cette situation convient parfaitement à la plupart des Américains.*

Il est parfaitement évident à présent, pour quiconque se donne la peine de regarder, que les médias traditionnels américains et ceux des autres puissances occidentales ne décrivent pas la crise ukrainienne avec exactitude.

Permettez-moi de le dire autrement: le «New York Times», supervisé par le gouvernement, et le reste des médias appartenant à des entreprises, des deux côtés de l'Atlantique, mentent régulièrement à leurs lecteurs et téléspectateurs sur les raisons de l'intervention de la Russie en Ukraine, sur le déroulement de son opération militaire, sur le comportement des forces ukrainiennes et sur le rôle de l'Amérique dans la provocation délibérée et la prolongation de cette crise.

Pour autant que je sache, il s'agit de la première guerre de l'histoire moderne sans couverture objective et fondée sur des principes dans les médias traditionnels des événements quotidiens et de leur contexte. Aucune. Ce n'est que de la propagande du matin jusqu'au soir, de la désinformation et des mensonges par omission – la plupart façonnés par le régime nazi de Volodymyr Zelensky à Kiev et répétés sans critique comme des faits.

Il y a une chose pire que cette situation dégénérée. C'est la mesure dans laquelle la plupart des Américains considèrent la mauvaise pratique des médias comme parfaitement acceptable. Dites-nous ce qu'il faut penser et croire, peu importe si c'est vrai, disent-ils, et nous le penserons et le croirons. Montrez-nous des images, car les images représentent tout.

Il y a des implications plus larges à considérer ici. S'il est essentiel que nous comprenions ce conflit, l'Ukraine est un miroir dans lequel nous nous voyons tels que nous sommes devenus. Pour un plus grand nombre d'Américains que je ne le souhaite, la réalité ne se forme que dans les images. Ces Américains ne sont plus gestionnaires de leur propre vie. Au risque d'un paradoxe, ce qu'ils prennent pour la réalité est détaché de la réalité.

Cette majorité – et il s'agit presque certainement d'une majorité – n'a pas de pensées ou de points de vue autres que ceux qui sont d'abord vérifiés par la machinerie des images et des «faits» fabriqués. Les écrans de télévision, les pages des journaux censés faire

autorité, les ondes des stations de radio financées par le gouvernement – NPR, la BBC – servent à certifier des réalités qui n'ont pas à être prises pour réelles, des vérités qui n'ont pas à être considérées comme vraies.

Cela nous laisse dans une situation triste et très embarrassante.

Triste: il existe un état plus pitoyable que de ne pas avoir de lien authentique avec ses propres pensées, perceptions, expériences – en somme avec sa vie. Si les Américains ne sont pas un peuple profondément triste derrière tous les sourires que nous voyons dans la publicité, les émissions comiques idiotes et sur Facebook, alors quelque chose m'échappe.

Précaire: au cours de quelques décennies – depuis le milieu de la guerre froide, je dirais – les Américains ont été rendus très vulnérables par les manipulations de ceux qui contrôlent les images à travers lesquelles la plupart des gens ont appris à vivre. Quiconque a lu une histoire du 20<sup>e</sup> siècle sait où cela peut mener.

Les cinq semaines qui se sont écoulées depuis l'intervention russe du 24 février ont été choquantes sur ces deux points. D'une part les dérélictions de la presse et des diffuseurs de médias sont sans précédent dans ma vie actuelle et d'autre part le Vietnam, la guerre d'Irak et l'opération secrète en Syrie appartiennent au passé.

Je laisserai l'enthousiasme du public américain pour le gouffre qu'est l'Ukraine, le bataillon Azov et la posture ridicule du Président Volodymyr Zelensky, le comédien qui n'est plus drôle, parler de lui-même.

### Une véracité douteuse

Dix jours après le début de l'intervention russe, la propagande émanant de Kiev était déjà si absurde que le New York Times s'est senti obligé de publier un article intitulé «In Ukraine's Information War, a Blend of Fact and Fiction». (Dans la guerre de l'information en Ukraine, un mélange de réalité et de fiction). Il s'agissait d'une apologie sans nuances des nombreuses «histoires à la véracité douteuse», comme le disait *The Times*, alors en circulation. J'aime beaucoup *The Times* pour sa formulation délicate lorsqu'il décrit des sujets indécidables.

Il y a eu l'histoire du «Fantôme de Kiev», mettant en scène un pilote de chasse héroïque qui s'est avéré être issu d'un jeu vidéo. Il y a eu les héros de Snake Island, 13 soldats ukrainiens qui ont tenu jusqu'à la mort sur un petit point de la mer Noire, sauf qu'ils se sont rendus, mais pas avant que Zelensky ne leur ait décerné des médailles d'honneur posthumes qui n'étaient pas posthumes.

Après s'être élevé contre la désinformation pendant des années, *The Times* veut nous faire savoir que la désinformation est acceptable en Ukraine parce que les Ukrainiens sont de notre côté et qu'ils ne font que «remonter le moral».

Nous ne pourrions pas dire que nous n'avons pas été prévenus. Le fantôme de Kiev et l'île aux serpents s'avèrent maintenant n'être que des préludes, des actes d'ouverture de la plus vaste opération de propagande dont je puisse me souvenir.

Il y a eu la maternité que les Russes auraient bombardée à Mariupol. Et puis le théâtre, et puis l'école d'art. Tous ces lieux étaient remplis de citoyens se serrant les uns contre les autres, que l'armée de l'air russe a cyniquement ciblés parce que «c'est un génocide», comme n'hésite pas à l'affirmer le toujours impétueux Zelensky.

Tout cela a été rapporté comme un fait dans *The Times* et d'autres grands quotidiens et, bien sûr, par les principales chaînes

de télévision. Il y a eu des photos. Il y a eu des vidéos, toutes très persuasives à l'œil nu.

Et puis, alors que les preuves s'accumulent que ces incidents ont été mis en scène comme propagande pour piéger les Russes et attirer les forces de l'OTAN directement dans la guerre, un silence digne d'une chapelle catholique s'installe. Nous n'entendons plus parler de la maternité qui s'est avérée être une base Azov improvisée, ni du théâtre, où les citoyens ont été rassemblés, photographiés dans des couvertures en lambeaux, puis renvoyés. Idem pour l'école d'art: rien de plus à ce sujet depuis que les rapports initiaux ont commencé à s'effondrer. Pas de décompte des corps, pas de mention du fait que les jets russes n'ont pas survolé Mariupol les jours en question.

Avant de passer à la banlieue de Boutcha, l'indignation du moment, je dois reproduire une citation de cet article de propagande du *Times* publié dans ses éditions du 3 mars. Il s'agit d'un utilisateur de Twitter qui a été bouleversé par le fait qu'il est devenu public que le fantôme de Kiev s'est avéré être un fantôme et que les héros de Snake Island n'ont pas fait grand-chose pour tenir le fort.

«Pourquoi ne pouvons-nous pas laisser les gens croire certaines choses?», s'interrogeait cet homme ou cette femme réfléchi. Qu'y a-t-il de mal, en d'autres termes, à penser et à croire à de belles choses qui ne sont pas vraies pour que les gens se sentent mieux?

L'Amérique est belle, ou quelque chose comme ça.

Boutcha est une banlieue de 35 000 âmes située à quelques kilomètres au nord de Kiev et l'une des villes que les forces russes ont commencé à évacuer le 29 mars alors que les pourparlers de paix à Istanbul progressaient. Deux jours plus tard, le maire, Anatoly Fedoruk, a célébré la libération de la ville dans un discours en forme de selfie adressé à ses concitoyens. Il ne mentionne rien de fâcheux dans les rues, les arrière-cours ou les espaces publics de Bucarest.

Quatre jours plus tard, le 2 avril, une unité spéciale de la police nationale ukrainienne se déploie à Boutcha. Et soudain, l'endroit se révèle être un véritable enfer: des corps dans les rues – 410, selon le bureau du procureur général de Kiev – des preuves d'atrocités à profusion, des personnes ligotées et abattues à bout portant, la totale, en somme.

### Indignation immédiate

L'indignation de Washington, Londres et Paris – «l'indignation mondiale», en somme – a été immédiate. Aucune demande d'enquête impartiale, d'inspection médico-légale ou autre. Personne n'a demandé pourquoi les cadavres laissés dans la rue pendant cinq jours semblaient être frais, ni pourquoi les proches des morts les ont laissés là jusqu'à l'arrivée du commando de Kiev.

António Guterres, le secrétaire général de l'ONU, a eu la lucidité de déclarer: «Il est essentiel qu'une enquête indépendante conduise à une véritable responsabilisation. C'est la seule position solide à ce stade. Mais nous savons depuis longtemps jusqu'où les SG des Nations unies peuvent aller avec ce genre de discours.

A mon avis, il s'agit d'une autre action à fausse bannière que le régime de Kiev agit presque tous les jours. Les personnes attentives ne manqueront pas de remarquer la similitude frappante entre ces incidents et les nombreux coups montés dans le cadre de l'opération secrète de Washington en Syrie et de la campagne de ces fameux «rebels modérés» qui voulaient désespérément attirer les Etats-Unis dans le conflit.

Par principe, nous devons attendre des preuves de ce qui s'est passé à Boutcha, même si nous savons qu'il est probable que nous en verrons autant sur les événements de cette ville que sur ceux de Mariupol. Nous savons également que pour la plupart des gens, ni les preuves ni leur absence ne comptent.

On nous a dit une fois de plus ce qu'il fallait penser et croire, et la plupart d'entre nous vont le penser et le croire.

Nous devons ajouter cela à diverses autres «vérités» désormais presque universellement acceptées: L'intervention russe n'avait rien à voir avec l'expansion de l'OTAN et était «non-provoquée» – ce terme favori du régime Biden. Les forces ukrainiennes ont poussé les Russes au retrait: non pas que la pression sur Kiev ait été une tactique de diversion russe pour éloigner les forces ukrainiennes du Donbass où se déroulent les combats.

Après la publication des «Pentagon Papers» en 1971, Hannah Arendt a publié un essai dans la *New York Review of Books* intitulé «Lying in Politics». Elle y parle du glissement de l'Amérique vers une sorte de psychose collective qu'elle appelle «défactualisation». Les faits sont fragiles, écrit Arendt, en ce sens qu'ils ne racontent aucune histoire en eux-mêmes. Ils peuvent être assemblés pour signifier ce que l'on veut qu'ils signifient. Cela les rend vulnérables face aux manipulations des conteurs.

«Le mensonge délibéré traite de faits contingents», expliquait M<sup>me</sup> Arendt dans cette œuvre remarquable, «c'est-à-dire de sujets qui ne portent aucune vérité inhérente en eux-mêmes, aucune nécessité d'être tels qu'ils sont; les vérités factuelles ne sont jamais convaincantes.»

Un cadavre dans une rue ukrainienne, en d'autres termes, peut se voir attribuer une signification qui, une fois établie, ne peut être effacée par la preuve du contraire.

Il y a un demi-siècle que M<sup>me</sup> Arendt a publié «Du mensonge à la violence: essais de politique contemporaine». Et c'est à cette époque, les années 1960 et 1970, que nous devons retracer la formation de ce qui constitue aujourd'hui la grande bulle d'illusions de l'Amérique. Le monde tel qu'il est a de moins en moins d'importance depuis l'époque d'Arendt, le monde tel que nous avons souhaité qu'il soit a de plus en plus d'importance.

Neuf ans avant que M<sup>me</sup> Arendt ne publie son article dans le NYRB, Daniel Boorstin publiait «The Image: Or, What happened to the American Dream», une œuvre injustement négligée. «Je décris le monde que nous avons créé», écrivait-il, «comment nous avons utilisé notre richesse, notre alphabétisation, notre technologie et notre progrès pour s'installer dans le mensonge qui se dresse entre nous et les faits de la vie.»

La presse, comme vous pouvez l'imaginer, n'a pas échappé aux questionnements de Boorstin. «La tâche du journaliste», écrivait-il de manière mémorable, «est de trouver un moyen de tisser un tissu de mensonges que le lecteur ne reconnaîtra pas qu'il est entièrement irréal.»

Telle est notre condition. La crise ukrainienne est le miroir qui nous reflète tels que nous sommes.

Je vais maintenant raconter une coïncidence particulière, pertinente pour notre cas.

La semaine dernière, j'ai pris l'initiative de regarder «Le chagrin et la pitié» de Marcel Ophüls, pendant quatre heures. Il s'agit du



# Les apprentis sorciers

## La belliqueuse alliance OTAN-UE sur le point de saboter l'avenir de l'Europe

par Karl-Jürgen Müller

L'alliance OTAN-UE poursuit une politique d'escalade belliqueuse. La propagande, avec ses accusations voyantes contre la guerre menée par la Russie, sert également cet objectif, car elle permet d'approfondir «l'hostilité» envers la Russie tout en s'exposant à un risque de guerre accru. Cette propagande haineuse contribue à la brutalisation de cette guerre. En fin de compte, elle brise également la cohabitation à l'intérieur de nos sociétés. L'OTAN/UE ne pourra plus contrôler les fantômes qu'elle vient de réveiller.

Chaque guerre entraîne des victimes, des souffrances humaines et d'énormes destructions. Chaque jour qui voit un conflit prendre fin plus tôt que prévu est un bienfait pour l'humanité.

L'idéal, ce serait un monde sans guerre, nul besoin de raisonnement compliqué pour en arriver là. Pourtant, toutes les guerres ne se ressemblent pas. Pour ne citer que deux exemples extrêmes: en 1847, un an avant la création de l'Etat fédéral suisse, la guerre civile du Sonderbund<sup>1</sup> était bien différente de ce que fut par la suite la violente agression menée par l'Allemagne nazie contre l'Union soviétique (1941-1945) – et pas seulement en raison de la durée différente de ces deux conflits.

Alors que l'objectif de la première de ces deux guerres, celle du Sonderbund suisse, défendait aux soldats confédérés tout acte d'humiliation envers les insurgés, leur ordonna de lui infliger le minimum de pertes possible et d'éviter les destructions, c'est précisément le contraire pour la «guerre totale» menée de l'armée hitlérienne contre la Russie.

### Le droit international humanitaire

Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la Suisse, et plus particulièrement le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ont œuvré à la création d'un «Droit en temps de guerre» (Jus

in bello). En 1864, la première Convention de Genève «concernant le secours apporté aux soldats blessés dans le service» a été adoptée par douze Etats. Trois autres accords (Conventions de Genève) ont suivi jusqu'en 1949, ainsi que divers protocoles additionnels établis au cours des décennies suivantes. De l'ensemble de tous ces accords et traités a été tiré l'actuel droit international humanitaire, dont l'objectif est de protéger en temps de guerre les personnes qui ne participent pas directement aux combats, notamment les blessés, les prisonniers et les civils ainsi que les biens culturels et les infrastructures civiles.

En réalité, aucune guerre, même postérieure à 1949, n'a malheureusement respecté le droit international humanitaire dans son intégralité.

### Différentes stratégies bellicistes ...

L'une des raisons tient à la différence entre les stratégies des armées respectives. Ainsi, la stratégie militaire des Etats-Unis vise délibérément à détruire l'infrastructure civile de «l'ennemi» dès le début de la guerre. Les pertes civiles ne sont pas juste tolérées, elles sont le but. D'après ce que l'on sait et ce que l'on peut lire dans les documents officiels russes – y compris sur la guerre actuelle – il en va autrement pour la conduite des forces armées impliquées dans l'intervention russe. Les briefings russes accessibles soulignent à chaque rapport le respect du droit international humanitaire et donnent de nombreuses indications sur la manière dont les troupes russes s'efforcent de le garantir, ce qui est bien sûr vérifiable dans les circonstances actuelles. Mais même des experts indépendants comme l'officier Suisse Jacques Baud arrivent à la conclusion que «l'armée russe tente [...] de limiter autant que possible les pertes parmi la population civile».<sup>2</sup>

### ... et la propagande de haine

On en trouve une autre raison dans la charge émotionnelle induite par la conduite de la guerre, suscitée par les parties belligérantes et répandues par les instances politiques, les états-majors et, avant tout, les médias. On ne fait pas la guerre sans recours aux émotions primitives ni sans divulgation massive de l'image de «l'ennemi». Toutes deux peuvent cependant varier. La conduite de la guerre fondée sur la haine et le mépris de l'ennemi, se basant sur la dichotomie simpliste des «Bons» et des «Mauvais», alors qu'on se place soi-même dans le camp des «Gentils», est le pire des bourbiers conduisant à la brutalisation massive de la guerre. On diabolise et déshumanise l'adversaire, il devient un «sous-homme», puis un «non-homme», pour finir en «vermine».

### Les médias occidentaux et russes

En comparant ces dernières semaines et ces derniers mois, en particulier depuis le 24 février, mais aussi dans les semaines qui l'ont précédé, les médias grand public germanophones accessibles en Allemagne, en Autriche et en Suisse avec les médias russes, on ne peut qu'être frappé par le fait que les premiers men-

tionnés ont recouru et recourent encore presque quotidiennement à des slogans haineux.

Cette propagande vise à diaboliser et à déshumaniser l'adversaire, en attribuant systématiquement et sans vérification les atrocités à l'«ennemi» et en ne montrant là-dessus que des photos grand format. Ces «rapports» ne visent pas seulement à exercer une pression sur les décideurs politiques pour qu'ils poursuivent et intensifient la guerre (hybride) contre la Russie<sup>2</sup> – essentiellement aux dépens des habitants de l'Ukraine. Leur influence inclut également le zèle avec lequel des politiciens allemands, telle Annalena Baerbock, ont abandonné le fil conducteur jusqu'ici mûrement réfléchi de l'ancienne politique étrangère allemande, qui consistait à ne pas livrer d'armes dans les zones de guerre, alors qu'ils envisagent désormais la fourniture d'armes lourdes.

Les «rapports» de nos médias visent également le grand public, c'est-à-dire nous tous et, avant tout, nos propres émotions. Il faut neutraliser la raison et susciter une haine aveugle. Voilà maintenant un siècle qu'on a étudié et décrit précisément les mécanismes de la propagande haineuse. Leur action s'exerce cependant encore aujourd'hui sur le plus grand nombre. Je ne peux juger avec certitude de ce qui est vrai et de ce qui ne l'est pas dans les médias russes de langue allemande auxquels j'ai accès – mais on n'y diffuse pas la propagande haineuse qui est devenue si insupportable dans nos médias.

### Une atteinte au vivre-ensemble

Cette propagande haineuse de nos médias ne se contente pas de couper tous les ponts avec la Russie. Elle est également une attaque contre le vivre-ensemble dans nos pays – entraînant des conséquences désastreuses. Car cette propagande détruit la confiance entre les individus et s'en prend directement à la nature sociale de l'homme. Nous en subirons les conséquences.

Dans son article intitulé «Repères en temps de guerre» (*Horizons et débats* n° 8, du 12 avril 2022), Karin Leukefeld pose la question «Que faut-il faire?» Elle y a écrit au sujet d'un «cœur vaillant» et a dressé une liste non exhaustive d'évidences: «Regarde de près, ne te laisse pas induire en erreur. Remets en question les rapports des médias qui veulent te faire comprendre ce qui se passe en Ukraine ou ce que la Russie est censée planifier, cherche d'avantages de sources, des sources diverses. Parle avec ta famille, tes amis, tes voisins et tes collègues de ce que tu as découvert par rapport à ce qui se passe en

### Une démocratie de façade

Selon un sondage représentatif, près d'un tiers des citoyens allemands sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle ils vivent dans une «fausse démocratie». Tel est le résultat d'une enquête menée par le *Allensbach Institute for Public Opinion Research* (arrondissement de Constance) pour le compte de la *SWR* [Südwestrundfunk].

Selon ce sondage, 31 % des personnes interrogées estiment vivre dans une «Démocratie de façade», «dans laquelle les citoyens n'ont rien à dire». La différence entre l'Ouest et l'Est est frappante: 28 % des Allemands de l'Ouest sont de cet avis, contre 45 % dans les Länder de l'Est. En outre, selon l'enquête, 28 % des personnes interrogées au niveau national estiment que le système démocratique allemand devrait être fondamentalement modifié.

Source: <https://www.swr.de/swraktuell/baden-wuerttemberg/friedrichshafen/allensbach-umfrage-zu-demokratie-in-deutschland-100.html> du 11/04/2022

(Traduction *Horizons et débats*)

Ukraine, mais aussi sur d'autres champs de guerre et état injustes. Refuse de te transformer toi même en ennemi. Maintiens l'amitié avec la Russie et sa population, amitié pour laquelle tant d'hommes et de femmes ont œuvré depuis des décennies.»

C'est précisément ce que la propagande haineuse de nos médias vise à empêcher. Elle a pour but de nous empêcher de vivre notre humanité. Elle vise à transformer des individus réfléchis et compatissants en foules violentes et soumises à la propagande haineuse. Elle doit nous conduire à la guerre. Oui, elle a quelque chose de fasciste.

Les Allemands qui ont participé à la Seconde Guerre mondiale ne se souviennent pas seulement des victimes et des destructions de la guerre, mais aussi de la destruction mentale de tout un peuple par la propagande haineuse nazie. Aujourd'hui encore, les apprentis sorciers sont à l'œuvre. •

### Courrier des lecteurs

#### Plus jamais? Témoin temporel, un lecteur né en 1927 constate: «Certaines choses me rappellent sinistrement notre passé!»

Je suis né en 1927 et j'aurai bientôt 95 ans. A 16 ans, je suis devenu volontaire à la Luftwaffe, et à 17 ans, j'ai répondu à l'ultime convocation d'Hitler à Berlin. Peu de temps après, prisonnier de guerre des alliés dans les terribles camps des forces ennemies désarmées (DEF) à Nuremberg et à Eisleben, j'ai eu le temps de réfléchir, avant ma très dangereuse fuite. Comment la propagande avait-elle réussi à nous faire rester fidèles au «Führer» presque jusqu'à la fin du régime national-socialiste, le 30 avril 1945? Le problème de «l'effet propagande» m'a beaucoup occupé depuis la fin de la guerre. A l'époque, ma résolution se résumait ainsi: à l'avenir, vous autres «supérieurs», vous ne m'aurez plus jamais. Ce qui s'est avéré vrai. Dans les années de l'après-guerre, j'ai observé la tactique du salami avec laquelle nous avons été ramenés sur les anciens chemins, en enfreinte ouverte de la Loi fondamentale et bientôt du droit international aussi. Je connaissais les voix d'alerte comme *Erich Kästner*, comme *Wolfgang Borchert* («... dann sag Nein!»), *Heinrich Böll* et *Karl Jaspers*. Ce dernier vivait à Bâle et je lui avais écrit après avoir lu son livre d'avertissement «Wohin treibt die Bundesrepublik?» (Jusqu'où se laisse entraîner la République fédérale?). La Loi fondamentale est le roc sur lequel repose notre liberté allemande. Nombreux politiciens la traitaient déjà avec désinvolture, tandis que notre peuple ne connaissait pas assez sa portée.

Depuis 1945, ce qui s'était passé sous le «Troisième Empire» allemand se produisait à nouveau sous mes yeux, et ceci sur des points essentiels. Actuellement, nous en sommes à la criminalisation de ceux qui pensent différemment du courant «normal». Dans l'Allemagne de nos jours, les personnes qui défendent la position de la Russie dans la guerre en cours en Ukraine sont poursuivis pénalement avec le verdict qu'ils se montreraient ainsi favorables à une guerre d'agression. De quel droit notre gouvernement a l'arrogance de pointer du doigt qui est l'agresseur? A-t-il oublié quels gouvernements ont été les vrais agresseurs au cours des années depuis 1999?

Lorsque *Poutine* a eu recours au moyen militaire, les horreurs de la guerre ont été tirées sur l'avant-scène, pour tirer profit du pouvoir des images. C'est ce qu'il s'était déjà passé à Pearl Harbor ainsi que le 11 septembre 2001 à New York et à Washington. Aujourd'hui, je fais à nouveau l'expérience de la censure des médias. Comment se peut-il que nous vivions de telles choses, pareilles à celles qui s'imposaient à tout un peuple après la prise du pouvoir par Hitler?

Ernst Udo Kaufmann,  
Müllheim (Allemagne)

(Traduction *Horizons et débats*)

### «La guerre? Plus jamais!» – Mais déjà, ils recommencent à propager la devise «Battez-vous pour gagner!»

km. Le 12 avril 2022, le «Frankfurter Allgemeine Zeitung» a publié un article sur une conférence organisée à l'Académie évangélique sur le Römerberg de Francfort. L'orateur était Ben Hodges, général américain trois étoiles, ancien commandant en chef de l'armée américaine en Europe, aujourd'hui membre du «Center for European Policy Analysis» (CEPA) de Washington. Hodges se trouve actuellement en tournée en Allemagne. Le journal écrit: «[Hodges] court d'un événement à l'autre, donne des interviews téléphoniques toutes les demi-heures, apparaît dans des talk-shows politiques, parle quotidiennement avec des journalistes et des militaires en Allemagne, en Europe et en Amérique.»

Son message principal: «Avant tout, l'Allemagne doit être prête à reconnaître que l'enjeu de cette guerre va au-delà de l'Ukraine, à savoir la lutte pour la liberté et la démocratie dans son ensemble. Elle doit être prête à mener ce combat et à le gagner.»

(Traduction *Horizons et débats*)

### «Une bulle d'illusions»

suite de la page 1

célèbre documentaire explosif qui a forcé les Français à accepter l'ampleur de leur collaboration avec les nazis pendant les trois années d'occupation de la France.

Ce film a une signification particulière pour moi. Il est sorti en 1969, au moment où je suis arrivé à Paris pour mes études universitaires. La France était en émoi devant le film d'Ophuls. Il a été interdit de diffusion à la télévision française jusqu'en 1981. Je n'avais pas compris grand-chose à l'époque.

«Le chagrin et la pitié» mettait en pièces, implacablement, sans sourciller, le mythe national selon lequel les Français avaient tous été des héros de la résistance, ou l'avaient aidée, ou s'étaient opposés d'une manière ou d'une autre au régime collaborationniste de Vichy du maréchal Pétain, héros de Verdun pendant la Première Guerre mondiale, capitulant devant l'ennemi pen-

dant la Seconde Guerre mondiale. Ce n'était pas du tout le cas.

Je comprends maintenant ce que le jeune étudiant d'il y a longtemps ne parvenait pas à saisir. Les Français ne pouvaient tout simplement pas faire face à l'exposition inflexible d'Ophuls de ce qu'ils avaient été. Ophuls avait percé la bulle permanente d'illusions dans laquelle ils avaient vécu pendant 25 ans après la victoire de 1945 en Europe.

Les gens peuvent vivre dans ces bulles pendant très longtemps. L'illusion qu'elles renferment peut être très persuasive. Les Français ont fini par sortir de leur bulle. Ce fut douloureux, un passage plein d'angoisse, mais ils ont eu la chance de s'en sortir.

Aurons-nous notre période de tristesse, de pitié, et sortirons-nous de notre bulle en étant meilleurs? Puisse-nous un jour être aussi chanceux. •

Source: <https://consortiumnews.com/2022/04/05/patrick-lawrence-the-us-bubble-of-pretend/> du 05/04/2022.

(Traduction *Horizons et débats*)



# La neutralité suisse et l'Etat de droit – deux conditions indispensables à l'action du CICR dans le monde

par Marianne Wüthrich, Docteur en droit

Il est difficile de comprendre ce que l'arrosage permanent de propagande de guerre unilatérale peut faire dans les esprits. En reprenant toutes les sanctions de l'UE contre la Russie, ce qui est contraire à la neutralité, le Conseil fédéral a donné un signal fatal: les milieux politiques exigent déjà une «coopération beaucoup plus étroite de la Suisse avec l'OTAN, allant au-delà de l'actuel Partenariat pour la paix (PPP)», afin de défendre «l'ordre mondial occidental fondé sur la liberté, la démocratie, l'autodétermination et l'Etat de droit» au même rythme que les armées de l'OTAN. C'est malheureusement ce que demande actuellement le conseiller aux Etats *Thierry Burkart*, qui a fait ses débuts en tant que président du PLR l'année dernière en rejetant de manière réjouissante les négociations bloquées du Conseil fédéral avec Bruxelles.<sup>1</sup> Le «Tages-Anzeiger» double la mise en se réjouissant de la sorte: «commentaire sur la violation du tabou envers l'OTAN – Burkart a raison – la Suisse n'est pas une zone libre non-alignée» (9 avril 2022). Et l'ex-conseiller fédéral *Kaspar Villiger* de surenchérir par la remarque, aussi brève que myope: «La neutralité ne peut pas exister dans ce conflit fatidique». («Neue Zürcher Zeitung» du 13 avril 2022) Eh bien, chers et chères compatriotes, l'heure est donc indubitablement à la résistance civique!

A cela s'ajoute le fait que les «valeurs occidentales» évoquées par *Thierry Burkart* ne sont en effet plus respectées en Suisse, et ceci dans leur essence. Dans la Berne fédérale les principes fondamentaux de l'Etat de droit même sont jetés par-dessus bord, comme nous le démontrons tout à l'heure. Le plus alarmant est que si le modèle suisse est ébranlé, le travail humanitaire vital du CICR en Ukraine – et dans toutes les autres régions en guerre! – est sérieusement menacé. C'est ce que nous vivons face aux mensonges abjects récemment diffusés sur les activités du CICR dans le Donbass. L'action du CICR est indissociablement liée à la confiance des belligérants dans la neutralité suisse et son existence inaliénable en tant qu'Etat de droit.

## La condamnation d'avance de «criminels de guerre russes»

La présomption d'innocence est l'un des principes pénaux les plus importants de l'Etat de droit et s'applique de manière impérative (*ius cogens*): «Toute personne accusée d'un acte délictueux a le droit d'être présumée innocente tant que sa culpabilité n'a pas été établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui ont été assurées, conformément à la loi». (Article 11, paragraphe 1, de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*).

La première juriste suisse à avoir réclamé, dans l'abstrait, un mandat d'arrêt international contre *Vladimir Poutine* a été *Carla Del Ponte*, ancienne procureure fédérale suisse et procureure en chef du *Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie* à La Haye. Sa «ligne de preuve» a de quoi irriter: Des crimes de guerre ont été commis en Ukraine, leurs auteurs doivent être tenus responsables. «Mais le premier responsable dit la juriste de renom international, est sans aucun doute le Président *Poutine*». Il faut espérer que la dame du Tribunal pour la Yougoslavie n'a pas porté des accusations aussi dénuées de faits. Les auteurs occidentaux de la guerre d'agression contre la Serbie n'ont d'ailleurs jamais été traduits en justice. En fait, une juriste suisse aurait dû refuser sa participation à un tribunal qui pratique l'aveuglement envers une partie.

Un deuxième pénaliste suisse, également ancien juge du Tribunal pour la Yougoslavie, *Stefan Trechsel*, s'exprime dans une interview accordée à un journal sur l'enquête à Boutcha. Pour lui, il est également clair et également d'avance que ce sont les Russes, les auteurs du crime. *Trechsel* part du principe «que les actes ont été planifiés, organisés et ordonnés», ajoutant tout de même que «ce n'est que mon impression personnelle à distance». Malgré cet aveu, le juriste continue à dérouler son fil: «Il n'est pas du tout exclu que cela vienne de *Poutine*. [...] Il sera toutefois très difficile de le prouver, c'est pourquoi il ne s'agit pour l'instant que de spéculations. Mais cela ne change rien au fait que l'on s'efforcera absolument d'appor-

ter des preuves»<sup>3</sup> (souligné *mw.*). Le message sort en toute évidence: peu importe qu'il n'y ait pas de preuves contre le Président *Poutine* – les dirigeants américains sont en effet formés pour inventer des preuves de crimes de guerre ...

Troisième membre de l'équipe des juristes suisses de renom qui jugent d'avance et en public: la conseillère fédérale *Karin Keller-Sutter*, cheffe du Département de la justice (DFJP). Elle cite comme «preuves» de l'action russe à Boutcha le rapport du ministre ukrainien de l'Intérieur (d'une partie belligérante donc) sur «les viols, les pillages et les meurtres de civils» ainsi que les témoignages de réfugiés ukrainiens en Suisse.<sup>4</sup> On ne peut que s'étonner de ce genre de «preuves» qui ne citent qu'une partie. Madame la conseillère fédérale poursuit, elle aussi, ses soupçons antirusses précoces frôlant l'absurde en ajoutant: «Nous devons partir du principe que la Russie veut délibérément pousser le plus grand nombre possible de personnes à la fuite. [...] *Poutine* espère ainsi pouvoir diviser les Européens». Si quelqu'un veut affaiblir et diviser les Européens, c'est plutôt une autre puissance, située de l'autre côté de l'Atlantique.

## Traitement des réfugiés: où sont les valeurs occidentales?

Récemment, la conférence des donateurs «Stand up for Ukraine» organisée par *Ursula von der Leyen* a permis de réunir en un rien de temps plus de 9 milliards d'euros. Pour l'Afghanistan en revanche, qui a été réduit en cendres et dépouillé de sa richesse nationale par les Etats-Unis et leurs vassaux pendant des décennies, seuls 2,44 milliards de dollars ont été promis lors de la conférence des donateurs du 31 mars, au lieu des 4,4 milliards de dollars exigés par l'ONU. On laisse ainsi des millions d'enfants et d'adultes afghans mourir de faim. Les talibans doivent d'abord rouvrir les écoles de filles à partir de la 7<sup>e</sup> classe avant que l'Allemagne ne se montre plus généreuse, a déclaré la ministre allemande des Affaires étrangères *Annalena Baerbock* dans l'émission *ZDF heute* du 31 mars. Où sont les valeurs occidentales?

En Suisse, les réfugiés et les migrants d'Ukraine – contrairement aux personnes originaires d'autres pays – sont accueillis sans obstacles bureaucratiques et bénéficient, en plus de la couverture des besoins de base, d'un paquet supplémentaire privilégié: propres logements, abonnements de tramway, liberté de voyager, autorisation de travail et placement immédiats, propres classes de scolarisation pour les enfants et bien plus encore. De nombreux demandeurs d'asile et personnes admises à titre provisoire en provenance d'autres pays en guerre se sentent à juste titre rejetés. Ils ne peuvent que rêver de pouvoir mener une vie normale ici.

La cheffe du DFJP *Keller-Sutter* rejette l'accusation d'inégalité de traitement: il ne faut pas «mélanger les situations». La plupart des Ukrainiens ont «la ferme volonté de retourner en Ukraine». Ce désir de retour est toutefois aussi celui de nombreux réfugiés d'autres pays. Madame la conseillère fédérale explique ensuite concrètement ce qu'il ne faut pas «mélanger»: elle dit «que la guerre au cœur de l'Europe, que l'on pensait impossible, nous touche tous. De nombreuses personnes en Suisse auraient donc le sentiment que cela pourrait concerner nous tous» (soulignement *mw.*).

Quiconque trie les habitants de notre planète selon de tels critères doit d'urgence revoir sa copie, qu'il s'appelle *Jean Meyer* ou *Karin Keller-Sutter*. Il manque toutefois à l'explication de *Keller-Sutter* le facteur de la déformation manipulatrice de nos sentiments humains par des années de lavage de cerveau. Alors que nous accueillons les migrants ukrainiens, nous supprimons les chanteuses et les chefs d'orchestre russes du programme des concerts – à moins qu'ils ne se distancient de leur président de la République – et *Dostoïevski* du programme des cours. Où sont les valeurs occidentales?

## Des temps difficiles pour le CICR

«Nous avons capitulé sans combattre en nous écartant de notre neutralité, alors que personne ne nous l'avait demandé. Nous avons tenu bon pendant deux siècles, et maintenant nous nous soumettons sans combattre en

moins de cinq jours! Cet abandon de la neutralité n'est pas seulement néfaste pour l'identité du pays, mais aussi pour sa crédibilité». (*Guy Mettan*)<sup>6</sup>

Le 29 mars, le CICR a dû se défendre contre des accusations odieuses du côté ukrainien: le CICR est beaucoup trop proche de Moscou, il aide à l'«enlèvement» de réfugiés ukrainiens vers la Russie et d'autres choses de ce genre – on ne peut pas tout rapporter. On a même critiqué le fait que le président du CICR *Peter Maurer* ait rendu visite au ministre russe des Affaires étrangères *Sergej Lawrow* à Moscou et l'ait salué aimablement (!). *Dietrich Dreyer*, collaborateur de longue date de la DDC en Ukraine, a déclaré à ce sujet, selon la «Basler Zeitung», que l'objectif de ces entretiens était uniquement «que l'organisation puisse faire son travail humanitaire. On a des négociateurs des deux côtés, et sans négociations, rien ne va – et celles-ci sont l'affaire du chef». Bien sûr, *Peter Maurer* parle aussi avec la partie ukrainienne. «Une semaine avant sa visite à Moscou, il était à Kiev», dit *Dreyer*, mais il n'en a jamais été question dans toute la controverse.<sup>7</sup> Dans le même article, l'ambassadeur *Toni Frisch*, coordinateur de l'OSCE pour l'aide humanitaire dans l'est de l'Ukraine jusqu'en 2021, confirme qu'il est «indispensable de parler avec les deux parties. [...] par exemple pour ouvrir un corridor humanitaire et évacuer les civils».

## Les attaques délibérées et ciblées contre le CICR font de gros dégâts

Le CICR avertit que «les attaques délibérées et ciblées et [...] les fausses informations visant à discréditer le CICR [peuvent] causer des dommages importants aux équipes du CICR, à nos partenaires du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui travaillent sur le terrain et aux personnes que nous assistons. Alors que les besoins augmentent d'heure en heure, notre capacité à fournir une aide humanitaire indispensable est aujourd'hui mise en péril par une vague de désinformation et d'informations erronées sur notre travail et sur le rôle que nous jouons dans l'allègement des souffrances dans les conflits armés».<sup>8</sup>

Le fait que «rien ne peut se faire sans négociations», comme le dit *Dietrich Dreyer*, est expliqué très concrètement par le CICR dans sa déclaration du 29 mars: «Depuis cinq semaines, le CICR discute avec les autorités russes et ukrainiennes de leurs obligations au titre du droit international humanitaire (DIH) et des mesures pratiques nécessaires pour alléger les souffrances de la population civile et de tous ceux qui ne participent plus aux hostilités, y compris les blessés, les malades et les prisonniers de guerre. Le CICR est profondément préoccupé par le fait que, jusqu'à présent, les parties n'ont pas été en mesure de remplir bon nombre de leurs obligations fondamentales dans le cadre du TCHR ou de parvenir à un consensus sur des questions clés qu'elles seules peuvent régler concrètement.» (Souligné *mw.*) Telles sont les préoccupations du CICR, auxquelles ses collaborateurs doivent faire face au quotidien!

## La neutralité, base indispensable de l'action de la Suisse et du CICR

«La neutralité, l'impartialité et l'indépendance» doivent «toujours être respectées» dans les activités du CICR, a déclaré l'ambassadeur *Toni Frisch* à *bazonline* le 5 avril. «Car la neutralité est la condition sine qua non pour sauver des vies et rendre justice aux deux parties». Le CICR a l'habitude de travailler dans des situations aussi difficiles: «Je pars du principe que ses collaborateurs, qui sont actuellement sollicités à Marioupol et ailleurs, mettent tout en œuvre pour trouver des solutions». C'est ce que nous souhaitons de tout cœur au personnel du CICR et aux malheureuses personnes qui luttent pour leurs survies là-bas.

L'été dernier, à la fin de son mandat de l'OSCE dans l'est de l'Ukraine, *Toni Frisch* a fait un exposé sur la grande importance de la tradition de l'aide humanitaire de la Suisse, fondée sur sa neutralité: «La Suisse dispose d'une excellente réputation dans le domaine de l'aide humanitaire, y compris au sein de

## La neutralité suisse est autre chose que l'indifférence!

Notre neutralité, la neutralité suisse, est souvent mal comprise. Cela est dû au fait qu'elle se trouve dans des contextes souvent très polarisés. Mais c'est justement dans de tels contextes qu'il est extrêmement important de maintenir le dialogue avec les belligérants. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons apporter notre aide à toutes les personnes touchées par la guerre et créer la confiance nécessaire pour entrer en contact avec les prisonniers de guerre, rapatrier les soldats tombés au combat, etc. Il faut voir, et c'est vraiment important, que la neutralité suisse ne signifie pas l'indifférence, mais au contraire – c'est elle qui rend possible notre engagement envers ceux qui sont les plus touchés par cette guerre.»

Source : Interview de *Dominik Stillhart*, responsable des opérations du CICR en Ukraine; diffusée de l'émission «10 vor 10», télévision SRF du 14/04/2022

(Traduction *Horizons et débats*)

l'OSCE. C'est une force sur laquelle j'avais insisté durant mon mandat en Ukraine et notre tradition, notamment sous la Présidence de *Didier Burkhalter*, a été très estimée. Et elle va de pair avec un idéal de neutralité qui, j'espère, perdurera dans le futur. Dans ce contexte, en tant que Suisses, nous disposons d'une crédibilité considérable qui doit pouvoir être utilisée et qui doit pouvoir faire changer les choses. Je suis personnellement heureux et fier d'avoir pu incarner cette tradition durant mon mandat.»<sup>9</sup>

Le Conseil fédéral a malheureusement mis en péril cette tradition en faisant des courbettes aux pays de l'UE et de l'OTAN depuis fin février. Pour conclure sur les graves conséquences de cette politique erronée, revenons à *Guy Mettan*, député au Grand Conseil genevois et ancien rédacteur en chef de la «Tribune de Genève»: «Le sacrifice de la neutralité constitue une grave attaque contre le pays, car en nous soumettant servilement aux nations occidentales, nous avons perdu toute crédibilité auprès du reste du monde. [...] En nous rangeant inconditionnellement derrière l'Ukraine et l'Europe, nous mettons en danger la neutralité et l'impartialité du CICR. Ces deux attitudes sont indissociables aux yeux du monde. C'est pourquoi le CICR se devait de réagir fermement face aux tentatives ukrainiennes de saboter son action et de l'accuser de collaboration avec la Russie, car la neutralité est le cœur même de sa mission. Comment faire confiance à une institution dont le pays hôte a violé l'esprit et la lettre d'une neutralité inscrite jusque dans sa Constitution, et qui cherche à plaire aux dirigeants politiques occidentaux et à une opinion publique chauffée à blanc par la propagande russophobe?»<sup>10</sup>

<sup>1</sup> Burkart, Thierry. «Das Ende der Igel-Schweiz: Die Zusammenarbeit mit der Nato muss massiv verstärkt werden». Dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 08/04/2022

<sup>2</sup> Lob, Gerhard. «Ukraine-Krieg. Carla Del Ponte spricht sich für internationalen Haftbefehl gegen Putin aus». Dans: *Luzerner Zeitung* du 13/03/2022

<sup>3</sup> Baumann, Meret; Gerny Daniel. «Schweizer Ex-Richter am Kriegsverbrecher-Tribunal: Es ist unwahrscheinlich, dass Putin in einer Gefängniszelle landet und vor Gericht gestellt wird». Interview avec *Stefan Trechsel*. *Neue Zürcher Zeitung* du 10/04/2022

<sup>4</sup> Schäfer, Fabian; Gafafer, Tobias. Interview. «Justizministerin Keller-Sutter: Ich bin entsetzt. Das sind klare Hinweise auf Kriegsverbrechen». Dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 06/04/2022

<sup>5</sup> «Keller-Sutter sieht keine Ungleichbehandlung von Flüchtlingen». *Swissinfo.ch* du 29/03/2022 (Keystone-SDA)

<sup>6</sup> Mettan, Guy. «Selenskyj-Manie und das verwüstete Image der Schweiz». Dans: *Weltwoche* du 07/04/2022

<sup>7</sup> Affentranger, Zita. «Helfen zwischen den Fronten – Ohne Verhandlungen geht gar nichts – und die sind Chefsache». Dans: *bazonline* du 05/04/2022

<sup>8</sup> Comité international de la Croix-Rouge. «Ukraine: Dans un contexte d'aggravation de la crise humanitaire, les parties doivent s'entendre de toute urgence sur des mesures concrètes, tandis que des informations trompeuses mettent des vies en péril.» *icrc.org/fr/document/ukraine* du 29/03/2022

<sup>9</sup> Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten EDA. «Toni Frisch – eine Karriere im Dienst der humanitären Hilfe». 27/07/2021

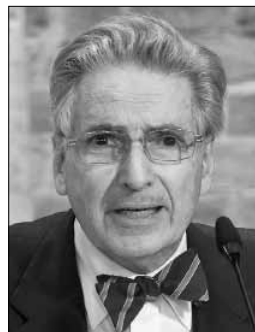
<sup>10</sup> Mettan, Guy. «Selenski-Manie und das verwüstete Image der Schweiz». Dans: *Weltwoche* du 07/04/2022



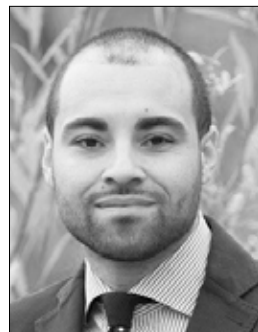
# La Russie expulsée du CDH: la militarisation des droits de l'homme

## Ce qui est urgent, c'est de parvenir à un accord de paix durable en Ukraine afin d'assurer la stabilité de la région

par Alfred de Zayas et Adriel Kasonta



Alfred de Zayas  
(photo mad)



Adriel Kasonta  
(photo mad)

Après le vote symbolique sur la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH), le 7 avril, il est juste d'affirmer que la noble cause de la défense des droits de l'homme a été pervertie aux ordres d'un agenda géopolitique. Et, comme le porte-parole du secrétaire général de l'ONU Stéphane Dujarric l'a justement averti, un «dangereux précédent» a été établi.

Cette instrumentalisation hypocrite des nobles principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme pour marquer des points politiques fait partie d'une guerre psychologique de l'information, plus large, contre tout pays osant défier les Etats-Unis et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord.

### Chantage et soumission des nations

Bien que la raison officielle de la proposition américaine de suspendre Moscou, fournie lundi dernier soit une réponse aux allégations ukrainiennes d'atrocités commises par les troupes russes sur la population civile de la ville de Boutcha, il convient de noter que l'idée a en fait émergé une semaine plus tôt, lorsqu'un groupe multipartite de membres de la commission des relations étrangères du Sénat américain a signé une lettre adressée à l'ambassadeur américain aux Nations unies, Linda Thomas-Greenfield, avec la même demande.

\* Alfred de Zayas est professeur de droit international à la Geneva School of Diplomacy and International Relations en Suisse. Adriel Kasonta, d'origine juive et tanzanienne, est un consultant en risque politique basé à Londres et un avocat.

### Les Grecs protestent contre la participation d'Azov

Le 7 avril, le Président Volodymyr Zelensky est également apparu au parlement grec par vidéoconférence. Pour étayer son discours, il avait amené deux «témoins» de Marioupol: l'un d'eux, non voilé, s'est présenté comme un Grec ethnique dont le prénom est Michael, l'autre était voilé et n'a pas dit son nom. Tous deux sont membres du bataillon Azov, qui est un groupe néonazi ukrainien lié au parti néonazi «Aube dorée», récemment condamné en Grèce pour des actions terroristes. Alors que les discours vidéo – le rituel actuel dans tous les parlements où Zelensky apparaît en accusateur par vidéo – étaient suivis d'une ovation des membres du parti au pouvoir «Nea Dimokratia», les membres du parti d'opposition grec «Syriza» ont immédiatement quitté la salle en signe de protestation. Alexis Tsipras a aussitôt protesté sur Facebook: «Le discours des membres du bataillon néonazi Azov au Parlement grec est une provocation. La responsabilité totale en incombe au Premier ministre Kyriakos Mitsotakis. Il a parlé d'un jour historique, mais c'est une honte historique. La solidarité avec le peuple ukrainien va de soi. Mais les nazis ne peuvent pas faire la loi au Parlement.»

«Notre conviction est que la Russie ne devrait pas avoir de siège dans ce qui est censé être le principal organe international de défense des droits de l'homme. La Russie ne devrait pas avoir l'occasion de continuer à bloquer, étouffer et détourner les conversations importantes sur la situation des droits de l'homme en Ukraine», lit-on dans la correspondance rendue publique le 29 mars, demandant, instamment que «des mesures urgentes soient prises».

Après avoir reçu le sceau de l'approbation multipartite, M<sup>me</sup> Thomas-Greenfield est arrivée à une conclusion, qui a été verbalisée lors de sa visite en Roumanie la semaine dernière, selon laquelle «la participation de la Russie au Conseil des droits de l'homme est une farce», et a encouragé «les 140 pays qui ont courageusement fait front» à «joindre l'acte à la parole», tout en évoquant «les images de Boutcha».

Le même jour, la ministre britannique des Affaires étrangères, Liz Truss, a exprimé des préoccupations similaires et a demandé la suspension de la Russie du CDH.

«Compte tenu des preuves solides de crimes de guerre, y compris les rapports sur les fosses communes et la boucherie odieuse à Boutcha, la Russie ne peut pas rester membre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU», a écrit M<sup>me</sup> Truss sur son compte Twitter.

Pour maintenir l'élan avant le vote de jeudi, le Président ukrainien Volodymyr Zelensky a demandé, lors de son discours devant le Conseil de sécurité des Nations unies, que celui-ci traduise en justice les militaires russes présumés responsables de ce qu'il a appelé le «génocide» de Boutcha.

### Quel a été le résultat?

La campagne menée par les Etats-Unis pour suspendre la Russie du Conseil des droits de l'homme lors d'une session spéciale jeudi dernier a recueilli un total de 93 voix en faveur de la motion, 24 pays ont voté contre et 58 se sont abstenus de voter – dans une situation où les deux tiers des voix des 193 membres de l'Assemblée générale à New York étaient nécessaires pour obtenir ce résultat.

Parmi les pays qui ont voté «non» figurent notamment la Russie, le Belarus, la Chine, l'Irak et la Syrie. Le Brésil, la Thaïlande, l'Inde et le Mexique figurent parmi les pays qui se sont abstenus.

Ce faible soutien indique que de nombreux pays étaient réticents à tirer des conclusions hâtives sans avoir reçu les résultats d'une enquête indépendante avant de prendre leur décision sur l'adhésion de Moscou au CDH.

C'est le Mexique, l'Arabie saoudite et la Chine qui ont le plus exprimé cette conviction, l'ambassadeur chinois Zhang Jun ayant critiqué la démarche, estimant qu'elle risquait de «politiser ou d'instrumentaliser les questions relatives aux droits de l'homme».

En conséquence, le représentant permanent adjoint de la Russie auprès de l'ONU, Gennady Kuzmin, a qualifié le résultat d'«illégitime et politiquement motivé» et a annoncé que son pays, qui en était à sa deuxième année d'un mandat de trois ans, mettrait fin à son adhésion au CDH – à l'instar de la décision prise par les Etats-Unis en 2018 en raison du «parti pris contre Israël et du manque de réformes».

Si la Russie peut présenter une nouvelle demande d'adhésion en 2024, la décision actuelle s'est avérée avoir un effet contre-productif, puisque le ministère de la Justice du pays a annoncé vendredi qu'il avait révoqué les enregistrements d'organisations étrangères telles qu'Amnesty International et Human Rights Watch (HRW).

Dans une situation où les Etats-Unis jettent la première pierre alors qu'ils ont commis de nombreux péchés en matière de droits de l'homme dans le monde, et où le président ukrainien appelle à des procès semblables à ceux de Nuremberg, cette hypocrisie apparente et cette politique de deux poids, deux

mesures nous rappellent le discours de Noam Chomsky en 1990, qui déclarait de manière taquine: «Si les lois de Nuremberg étaient appliquées, tous les présidents américains d'après-guerre auraient été pendus».

Nous démentirions ici dans la mesure où les présidents Gerald Ford et Jimmy Carter n'ont pas eu beaucoup d'occasions de déclencher des guerres agressives ou de commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, même si le Pentagone et le complexe militaro-industriel américain étaient impatients de bombarder l'Irak et d'autres pays.

Ce hiatus a été rapidement comblé sous les présidences de Ronald Reagan, George H. W. Bush, Bill Clinton, George W. Bush, Barack Obama, Donald Trump et Joe Biden.

### Si les «droits de l'homme» avaient un sens ...

Si la Cour pénale internationale (CPI) avait une quelconque autorité morale et crédibilité, elle ouvrirait des enquêtes sur les agressions commises par les pays de l'OTAN contre la Yougoslavie, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, la Somalie, etc. Elle enquêterait sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis dans ces pays, notamment la pratique systématique de la torture à Abu Ghraib, Bagram, Guantanamo et d'innombrables «black sites» [centres secrets de détention et torture] de la CIA et du MI6.

Elle enquêterait sur l'utilisation d'armes à l'uranium appauvri en Yougoslavie, en Afghanistan et en Irak, et sur l'utilisation présumée d'armes chimiques, de bombes à fragmentation et de phosphore blanc à Fallujah et ailleurs.

Si la CPI prenait le Statut de Rome au sérieux, elle devrait enquêter et ensuite inculper les responsables de l'utilisation d'une force disproportionnée contraire aux Conventions de Genève et de la Croix-Rouge, des attaques contre les barrages et les réserves d'eau, des attaques indiscriminées contre les civils, et des énormes «dommages collatéraux» causés par les drones, soit des dizaines de milliers de morts.

Jusqu'à présent, la Cour pénale internationale (CPI) a refusé d'enquêter sur les crimes commis par les Etats-Unis et s'est contentée d'inculper et de poursuivre les dirigeants ou les militaires africains évincés. Même si elle ne peut pas inculper les Israéliens parce qu'Israël n'est pas un Etat partie au Statut de Rome, elle devrait au moins enquêter sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par les forces israéliennes, comme l'ont démontré les rapporteurs spéciaux des Nations unies John Dugard, Richard Goldstone, Richard Falk, Michael Lynk et William Schabas.

Même Amnesty International (AI), dont les références sont douteuses et qui s'est souvent rapprochée de l'établissement géopolitique américain, a accusé Israël en 2009 de crimes de guerre dans le cadre de la guerre de Gaza [Operation Cast Lead], qui a fait plus de 1 400 morts parmi les Palestiniens, au prix de 13 vies israéliennes.

Dans son long rapport, AI a accusé les forces israéliennes d'avoir détruit sans raison des milliers d'habitations palestiniennes et a découvert des preuves que des soldats israéliens utilisaient des civils palestiniens comme boucliers humains. Une mission d'enquête des Nations unies a confirmé les conclusions d'AI.

Bien pire que les crimes prétendument commis par les forces russes en Ukraine sont ceux commis par l'Azerbaïdjan de septembre à décembre 2020 lors de sa guerre éclair barbare contre les infortunés Arméniens du Haut-Karabakh, le bombardement délibéré de civils, la torture et l'exécution généralisées de prisonniers de guerre arméniens, et la destruction d'églises et de monastères anciens. HRW (Human Rights Watch) a largement documenté ces crimes.

L'agression de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh est encore pire que l'attaque

saoudienne contre le peuple du Yémen, où des crimes de guerre flagrants ont été commis contre la population civile, entraînant une famine généralisée et ce que les Nations unies ont appelé la plus grande crise humanitaire du monde aujourd'hui.

Les médias traditionnels ne nous rappellent pas ces faits, que chacun peut connaître en allant sur Internet et en consultant les médias «alternatifs», dont le *Pushback de Grayzone*, *Consortium News*, *Counterpunch*, *Truthout*, etc.

Les médias traditionnels diffusent systématiquement des fausses nouvelles, suppriment les récits alternatifs, blanchissent les crimes des extrémistes ukrainiens, le meurtre de journalistes russes ou de journalistes ukrainiens perçus comme amicaux envers la Russie, et se font l'écho sans critique de tout ce que Washington veut.

En effet, la soi-disant «presse de qualité» est complice du lavage de cerveau du public et de la division du monde entre les «bons» (l'Ouest) et les «méchants» (le reste).

Plus que toute autre chose, nous avons besoin d'accéder à des informations fiables et à une pluralité de points de vue. Nous avons besoin de plus de *WikiLeaks* et de dénonciateurs courageux révélant les machinations qui ont précédé le vote à l'Assemblée générale, les stratagèmes concoctés au siège de l'OTAN à Bruxelles et à la CPI à La Haye.

S'il y avait un bon dénonciateur à la Maison Blanche, nous apprendrions probablement que l'idée d'expulser la Russie du Conseil des droits de l'homme a été concoctée bien plus tôt. En effet, les Etats-Unis attendaient le moment opportun.

Mais ne versons pas trop de larmes sur le Conseil des droits de l'homme, qui manque de toute façon d'autorité et de crédibilité, car il est perçu dans une grande partie du monde comme étant sous le contrôle des puissances occidentales.

Ce qui est urgent, c'est de parvenir à un accord de paix durable en Ukraine, garantissant la stabilité de la région sur la base d'une architecture de sécurité européenne prenant en considération les besoins de sécurité nationale de tous les pays, y compris la Russie et le Belarus. Pax optima rerum!

(Traduction *Horizons et débats*)

### «Pas un sou, pas un fusil, pas un soldat pour la guerre»

Des protestations et des manifestations contre les livraisons d'armes de l'OTAN à l'Ukraine ont eu lieu en Grèce et en Italie. Des dockers avaient déjà protesté à Gênes début mars, après avoir constaté que des chars recouverts de bâches étaient chargés sur des bateaux à destination de l'Ukraine. Le 31 mars, une grève portuaire d'une journée a été organisée pour protester contre le transport d'armes et de munitions vers l'Ukraine. Les dockers ont écrit sur des tracts: «Pas un sou, pas un fusil et pas un soldat pour la guerre. Nous bloquons nos ports pour le commerce des armes.»

En Grèce aussi, les protestations contre les livraisons d'armes constantes et donc la participation indirecte des pays de l'OTAN à la guerre se poursuivent. Ainsi, dans la ville portuaire grecque d'Alexandroupoli, les ouvriers du transport ont refusé de charger des véhicules militaires blindés des Etats-Unis et de l'OTAN et des bateaux sur les trains de la compagnie ferroviaire grecque *TrainOSE*. De nombreux syndicats grecs ont soutenu la protestation. Malgré une pression massive sur les transporteurs, la société de transport n'a pas pu trouver de travailleurs pour charger le matériel de guerre pendant deux semaines, même à d'autres endroits.



## Vers un suicide collectif de l'Europe?

Les vassaux doivent oser penser!

par le Professeur Heinrich Wohlmeyer, ingénieur diplômé

Dans le numéro 6 d'*Horizons et débats* du 22 février 2022, Eberhard Hamer a analysé les dessous du conflit ukrainien et exprimé l'espoir que la Russie ne tomberait pas dans le «piège américano-ukrainien».

Le 24 février 2022, le piège s'est refermé.

La Russie, personnifiée par Vladimir Poutine, n'a malheureusement pas vu d'autre issue après des années de provocations systématiques et de manquements humiliants à la parole donnée. Le réarmement en cours et l'intégration des régiments Azov – régiment tueur de Russes, l'annonce de la conquête de la Crimée et du Donbass, la massification des troupes sur la ligne de cessez-le-feu avec le Donbass, la demande d'armes nucléaires, l'activité cachée des conseillers militaires des Etats-Unis et de l'OTAN, l'existence de laboratoires d'armes biologiques, etc. ne laissent plus le choix du point de vue des militaires russes. Ils ne voulaient pas être totalement encerclés et sans défense. Et ils espéraient une guerre éclair ainsi qu'un fléchissement des Etats-Unis et de leurs marionnettes en Ukraine. C'est pourquoi, contrairement aux guerres de l'OTAN et des Etats-Unis, les Russes ont épargné les infrastructures critiques (électricité, télécommunications, transports et eau) là où cela était stratégiquement responsable. Ils auraient pu sans problème couper les liaisons ferroviaires et arrêter Volodymyr Zelensky au moyen d'une opération commando, mais ils ne voulaient et ne veulent toujours pas de martyrs. La question est: combien de temps encore?

En effet, les Etats-Unis et leurs vassaux de l'OTAN empêchent cette stratégie par des livraisons d'armes, des slogans d'endurance, le déploiement des régiments Azov remplis

de haine, une aide en matière de renseignement et une campagne médiatique sans précédent. La guerre psychologique – surtout avec des atrocités sous faux drapeau – dans laquelle les Etats-Unis et l'OTAN sont passés maîtres, a créé une hystérie de masse qui va jusqu'à la mise au ban de la culture russe. Heinrich Heine avait déjà prévenu: «Là où l'on brûle des livres, on brûlera bientôt des hommes.»

La campagne médiatique occidentale me rappelle le discours de Josef Göbbels du 18 février 1943 au palais des sports de Berlin, où il posa aux 15000 personnes réunies la question démagogique: «Voulez-vous la guerre totale? La voulez-vous – si nécessaire, plus totale et plus radicale que nous ne pouvons même pas l'imaginer aujourd'hui?»

On s'accommode désormais de cette «guerre totale» en intensifiant continuellement la guerre économique contre la Russie (appelée «sanctions»); en s'armant massivement; en humiliant la Russie; en méprisant ses propositions compréhensibles et justifiées pour la paix et sa sécurité.

L'un des analystes militaires les plus avisés, le rédacteur en chef de la plus ancienne revue militaire du monde, le brigadier Wolfgang Peischel, a toujours conseillé de ne pas projeter ses pensées sur l'adversaire, mais de se mettre à sa place pour prendre une décision raisonnable.

Si nous nous mettons à présent à la place des Russes, une tentative désespérée de libération contre l'encerclement par l'OTAN et la diffamation est évidente. En comparaison militaire avec les autres puissances mondiales, la Russie n'a que l'avantage de ses

forces nucléaires hautement équipées. Voulez-vous, nous Européens de l'Ouest, dans un aveuglement suicidaire, provoquer leur utilisation?

Réfléchissons enfin! Sapere aude! Et comprenons aussi l'arrière-plan.

Sir Halford Mackinder, qui fait toujours partie de la littérature obligatoire dans les académies militaires américaines, a développé la théorie dite du Heartland, dans laquelle il montre que la domination de l'Europe de l'Est («région charnière») et le blocage d'une liaison entre l'Europe de l'Ouest et la Russie empêchent la création d'un bloc de puissance riche en technologies et en matières premières, qui s'étendrait de l'Atlantique au Pacifique. La stratégie de domination mondiale de l'Angleterre et de son successeur, les Etats-Unis, basée sur la mer, aurait alors joué son rôle («The geographical pivot of history», 1904).

Cette politique a été mise en œuvre dans l'entière mesure du 20<sup>e</sup> siècle et actuellement dans le 21<sup>e</sup> siècle débutant.

Les deux livres de Thomas P. M. Barnett de 2003 et 2005 «The Pentagon's New Map – War and Peace in the Twenty-First Century» et «The Pentagon's New Map – Blueprint for Action» sont une autre source mettant en avant la création ininterrompue d'oppositions artificielles – surtout concernant la Russie. On y expose l'inquiétude du Pentagone à l'époque de la chute de l'Empire soviétique, à savoir la suppression des moyens pour les bases européennes et nord-asiatiques (fin de la Guerre froide). Il fallait donc de nouveaux scénarios de menace et de nouveaux motifs de guerre. Nous nous sommes laissés entraîner dans cette stratégie de l'establishment militaro-industriel et financier des Etats-Unis et de son bras militaire, l'OTAN, qui est en train de dépérir sans adversaire réel, et nous avons participé jusqu'au sang à la provocation des Russes au lieu de contribuer à une paix équilibrée et équitable. Comme les Etats-Unis n'ont pas été touchés par toutes les guerres qu'ils ont déclenchées sur leur propre territoire, les élites bellicistes pensent qu'il en sera toujours ainsi – surtout qu'une guerre avec la Russie se produirait en Europe. Mais c'est une erreur d'appréciation grossière, car les attaques désespérées des Russes seraient intercontinentales.

Mais les principaux dommages dévastateurs toucheraient l'Europe.

Voulez-vous nous laisser entraîner dans ce danger au lieu de prêter l'oreille et d'agir en faveur des voies de la paix qui sont présentes avec de plus en plus d'insistance?



hd. Après la mort de son père, Heinrich Wohlmeyer a été accueilli par des paysans, cela avant même d'être envoyé dans un camp de concentration, de la destruction de sa maison familiale par les bombes et de la maladie soudaine de sa mère. Il est allé au lycée «par ses propres moyens», a étudié le droit, le droit économique international aux Etats-Unis et en Angleterre, ainsi que l'agriculture et la technologie alimentaire à l'Université de pédologie de Vienne. De retour en Autriche, il a mis à disposition ses compétences en tant que développeur régional et manager industriel pour le «Waldviertel» [région rurale et forestière au nord-ouest de Vienne]. Puis, il est devenu directeur de l'industrie agricole autrichienne. Suite à des divergences de points de vue dans cette fonction, il est entré à l'université et a enseigné l'économie des ressources et la gestion de l'environnement. Toutes ces activités lui ont fait prendre conscience de l'existence d'un lien de cause à effet entre le développement non durable, la politique commerciale et la politique financière sapant les cycles économiques régionaux. «Nous avons besoin de solutions locales pour assurer la meilleure prospérité régionale possible», déclare-t-il.

Je pense en particulier aux propositions faites avant le début de la guerre en Ukraine dans le cadre de l'Organisation internationale pour le progrès (*International Progress Organization*), dirigé par l'expérimenté professeur dr. dr. hc. mult. Hans Köchler. En acceptant le triptyque «neutralité perpétuelle, non-alliance et structure fédérale», tous les intérêts (sauf ceux des belligérants) seraient servis; en particulier le peuple ukrainien, qui profiterait d'être courtisé par l'Est et l'Ouest au lieu d'être exploité unilatéralement.

Il existe un vieil avertissement en anglais: *Don't drive them to despair* (ne les pousse pas au désespoir). Mettons donc fin à la vassalité et empruntons la voie de la raison au lieu de nous précipiter dans une guerre d'extermination!

(Traduction *Horizons et débats*)

### Erich Vad, ancien général de la Bundeswehr: «Sortons de la logique de l'escalade et entamons des négociations!»

km. Dans une interview accordée à l'agence de presse allemande (dpa) le 12 avril 2022, ([www.stern.de](http://www.stern.de) du 12/04/2022), Erich Vad, ancien général de brigade allemand de la Bundeswehr et chargé de la sécurité auprès de la chancelière Angela Merkel, s'est prononcé contre la livraison d'armes lourdes à l'Ukraine. Il a également mis en garde contre le fait de nier au président russe Vladimir Poutine son appartenance au genre humain et de le qualifier de despote maladif qui s'opposerait à toute entente. Le militaire à longue expérience déclare: «En ces temps, nous divulguons suffisamment de rhétorique guerrière – apparemment dans les meilleures intentions éthiques. Mais comme c'est amplement connu, le chemin vers l'enfer est toujours pavé de bonnes intentions. Nous

devons concevoir la guerre en cours entre la Russie et l'Ukraine en partant de sa fin. Si nous refoisons la Troisième Guerre mondiale pour de vrai, nous devons tôt ou tard sortir de cette logique d'escalade militaire et entamer des négociations.»

Harald Kujat, inspecteur général de la Bundeswehr de 2000 à 2002 et président du comité militaire de l'OTAN de 2002 à 2005, a réagi de la sorte: «Je confirme mon accord complet avec le brigadier-général Vad sur chacun des points qu'il vient de soulever. Le train des lemmings s'est mis en marche, la politique politicienne se trouve sur la voie de la guerre. Pourquoi tant de politiciens et de journalistes veulent-ils conduire la guerre dans notre pays?» (<https://lnkd.in/d/jV6JiQ> du 12/04/2022)

## Enseigner l'histoire dans un monde multipolaire exige l'approche diversifiée

L'enseignement dans les matières des sciences humaine au lycée vise toujours les capacités primordiales: savoir aborder les questions controversées de manière objective, les analyser sous divers angles afin de parvenir à une conclusion approfondie et pondérée.

par Tobias Salander

La loi en matière de scolarité dans les différents cantons suisses insiste sur ce que les écoles publiques soient tenues à la plus stricte neutralité en matière politique aussi bien que confessionnelle. Parallèlement, selon les règlements, l'un des objectifs de formation du lycée/gymnase en Suisse est de promouvoir l'ouverture d'esprit et la capacité de jugement autonome des gymnasiens, comme l'a par exemple rappelé récemment le Conseil d'Etat du canton d'Argovie à l'attention de ses enseignants: «Ce concept inclut sans aucun doute la confrontation avec des thèmes actuels, y compris politiques. L'objectif est que les élèves se penchent sur ces questions souvent controversées, qu'ils les examinent selon des angles divers et qu'ils apprennent à étayer leurs points de vue par des arguments et à les défendre de manière convaincante.»<sup>1</sup>

De nos jours les enseignants, et particulièrement ceux qui enseignent l'histoire ou l'instruction civique, doivent affronter un véritable défi: respecter les exigences légales précises conçues pour favoriser la paix civile. De nos jours, nous recevons en permanence des informations souvent menaçantes et effrayantes,

que ce soit (pour n'en citer que quelques-unes) la détresse des 24 millions d'Afghans qui sont au bord de la famine, les conditions déplorables dans lesquelles doivent survivre les habitants du Yémen, du Congo de l'Est, de la Syrie, de la Libye. Tout cela est actuellement éclipsé par les informations sur la guerre en Ukraine, sur les réfugiés arrivant dans les villes et villages d'Europe et qui ont besoin de toute l'attention, la protection et les soins, au même titre que tout réfugié accédant, au terme de ses épreuves, aux riches nations d'Europe.

Raison de plus pour que dans nos écoles, on utilise plus que jamais le poly-perspectivisme – soit la toute dernière expression en vogue, désignant simplement l'approche diversifiée des faits. Fini, le regard euro-centriste réducteur: à présent, un enseignant se doit de respecter les dispositions légales et de considérer ses élèves, gymnasiennes et gymnasiens, en tant qu'adolescents. Il commencera donc par collecter dans son cours, surtout en histoire, les connaissances préalables des jeunes qui lui sont confiés et rappellera qu'il faut s'écouter calmement et respecter l'opinion des camarades de classe, même si on n'approuve pas toujours leurs avis ou leurs orientations. Plus

la classe est multiculturelle, plus ce sondage devient passionnant et plus il réussit à recueillir «divers éclairages sur un problème donné», et ceci dès le début.

Vladimir, l'élève russe, rapportera probablement le point de vue de ses proches en Russie, ce en quoi il pourrait différer de celui de son collègue ukrainien ou de sa collègue française. Ou bien Vladimir n'ose apparemment plus s'exprimer dans l'ambiance actuelle de rejet de tout ce qui est russe? Même s'il sait que l'enseignant laisse à chacun la possibilité de s'exprimer? Qu'en dira Pradeep, l'Indien, qui vient d'un pays qui, contrairement à la Suisse, ne suit pas les sanctions à l'encontre de la Russie? Et Ren, Chinois et nationaliste, qui ne fait que parler de son pays et de son système en termes élogieux, ce qui lui attire souvent des remarques déplaisantes? Qu'en pensent les jeunes gens issus des milieux exilés tamouls? L'avis diffère-t-il chez les bouddhistes et chez les chrétiens? Qu'en dit Murat, Kurde d'Irak, qui ne cesse de répéter que son peuple attend depuis des décennies son propre Etat national, mais que les Turcs et les Américains le font attendre? Et Amrit, la jeune fille sikh qui a tout récemment traité Gandhi de second Hitler, au

grand étonnement de son professeur? Et Özil, qui évite anxieusement toute mention de son pays d'origine, la Turquie? Sans doute d'ailleurs à cause du traitement médiatique réservé à Erdogan. Ensuite il y a encore Lisa et Rosa, respectivement d'origine allemande et suisse. Les deux jeunes filles, proches du SPD et du SPS s'identifient aux jeunes grévistes pour le climat. Et enfin Christoph, membre de la jeune UDC, attaché à la neutralité armée perpétuelle suisse, capable d'argumenter avec beaucoup d'aisance mais que personne n'écoute plus parce que ce qu'il raconte, c'est «du Blocher tout pur».

### Différentes positions en matière de politique étrangère

L'auteur se remémore parfaitement le large éventail d'opinions exprimées en classe, du temps de ses longues années comme enseignant d'histoire au gymnase, par exemple lors de la guerre du Kosovo en 1999 ou de la guerre en Irak en 2003, qui souvent pouvaient se heurter les unes aux autres. En tant qu'enseignant dans un établissement scolaire public, dans le petit

Suite page 6



## Propagande à l'école

km. En Allemagne, la propagande se répand également dans les écoles et atteint l'enseignement. La «polyverspective» – une autre façon de désigner «plusieurs points de vue» – ce qu'on peut voir, au moins en théorie, dans les écoles suisses – ne semble en tout cas pas concerner la question ukrainienne, du moins en ce qu'en montrent les cours d'éducation civique consacrés à l'Ukraine. Ils ont été créés en un temps record tout de suite après le 24 février 2022.

Exemple, le dépliant de quatre pages émis par le *Landeszentrale für politische Bildung* (Centre régional pour l'éducation politique) du Bade-Wurtemberg, intitulé «Guerre en Ukraine – Poutine s'attaque à la paix» et conçu pour une seule heure de cours. Le titre lui-même est synonyme de propagande. La paix a déserté l'Ukraine depuis 2014 où s'affrontent au Donbass, dans l'est du pays, l'armée ukrainienne et les milices ukrainiennes d'une part et les milices pro-russes d'autre part, aux dépens de la population, russe et autres. Malgré les accords de Minsk, cette guerre s'est massivement étendue depuis le 16 février 2022, surtout du côté ukrainien, comme l'ont documenté les rapports réguliers des observateurs de l'OSCE sur place. Selon les chiffres officiels des Nations

unies, environ 13 000 personnes, dont 3 350 civils, auraient perdu la vie à Donetsk et Louhansk à la date du dernier rapport, en février 2020.

La caricature de la page de couverture du dépliant relève également de la propagande: on y voit un camion militaire transportant des soldats russes, en route pour Kiev; dans la bouche d'un des soldats, cette bulle: «Ils ont l'air d'humains, mais ce sont des monstres sanguinaires et haineux ...!» ce qui laisserait supposer que les soldats russes ont envahi l'Ukraine pour combattre des ennemis remplis de haine à leur égard ... et donc qu'ils sont prêts en retour à commettre toutes sortes d'atrocités. Mais, pas plus que les autres documents du Centre national pour l'éducation civique, le dépliant n'apporte aucune preuve de ces comportements criminels.

La deuxième page du dépliant se veut plutôt factuelle et porte de manière générale sur les raisons et causes de la guerre ainsi que ses formes.

La troisième page inclut à nouveau des éléments de propagande. Les élèves doivent compléter les espaces laissés dans trois textes avec des termes à choisir dans une liste. Une fois «correctement» remplis, deux des phrases

disent ceci: «Par le passé, l'Ukraine a exprimé le souhait d'être intégrée à l'UE et à l'OTAN. Mais cette démarche entraînerait une perte de pouvoir et d'influence pour Poutine, d'où sa revendication de neutralité pour l'Ukraine et d'autres ex-républiques soviétiques». (Les termes devant compléter les espaces libres apparaissent en italique.)

Ici, le *Landeszentrale für politische Bildung* ne fait que reproduire ce qui est diffusé du côté des officiels de l'UE et de l'OTAN. La Russie et même des scientifiques américains voient les choses d'une autre manière: en l'occurrence il ne s'agit ni de Poutine ni de «son pouvoir et son influence», mais des intérêts sécuritaires du pays qu'est la Russie et la paix en Europe.

Dans le même ordre d'idées, l'assertion soutenue par le troisième texte à compléter, selon laquelle «en 2014, la péninsule ukrainienne de Crimée a été annexée par la Russie [soulignée en gras dans le dépliant]» ne fait que refléter l'opinion répandue en Occident et passe sous silence le fait que, lors d'un référendum organisé en Crimée avec une participation de plus de 80 % des votants, plus de 90 % d'entre eux se sont prononcés en faveur de l'indépendance vis-à-vis de l'Ukraine et de l'adhésion à la Fédération de Russie. La Cri-

mée n'a été intégrée à la Fédération de Russie qu'après ce vote.

Par ailleurs, la première phrase de la fin du dépliant, à la page 4, qui en constitue en quelque sorte la conclusion – «La guerre en Ukraine constitue une attaque contre la paix et la liberté» – s'apparente davantage au discours politicien occidental qu'à une véritable information. Sans aucune mise en contexte – comme si «la paix» et «la liberté» auraient régné avant l'intervention – on rappelle de nouveau, et encore plus fort, aux élèves le titre du dépliant. L'objectif en est donc évident: œuvrer sur l'image de la Russie perçue en tant qu'ennemi.

Dans l'introduction au Plan éducatif de 2016 pour les lycées du Bade-Wurtemberg, on lit: «Le système politique allemand ne peut fonctionner selon des principes démocratiques que s'il est porté et façonné par des citoyens politiquement responsables. Rendre les élèves capables de penser et d'agir de manière démocratique et les encourager à le faire est la tâche la plus importante non seulement de l'éducation civique, mais aussi de l'ensemble du système scolaire.» On ne peut que souscrire pleinement à cette affirmation. Cependant, il y a loin de la théorie à sa mise en pratique.

## «Enseigner l'histoire dans un monde ...» suite de la page 5

Etat neutre qu'est la Suisse (qui à l'époque s'abstenait de toute sanction au niveau international mais dont les citoyens n'étaient pas pour autant tenus à la neutralité d'opinion), il était conscient du fait à quel point on tenait en respect son pays, en tant que médiateur dans des conflits armés dont on estimait hautement les bons offices et la diplomatie silencieuse, mais aussi l'action du CICR qui ne pouvait agir que sur cette base. Il se rappelle aussi *Sahit et Blerim*, dont les parents s'étaient combattus avec acharnement dans leur propre pays en 1999, mais qui, bien que respectivement Serbe et Kosovar, entretenaient des liens d'amitié à l'école, essentiellement par le biais du basket-ball.

Après une telle collecte de ce qui constitue «le savoir de base», l'enseignant doit réfléchir aux étapes suivantes. Un bref coup d'œil sur le paysage médiatique et il lui saute aux yeux l'abondance des références aux politiques géostratégiques russes étiquetées en tant que fake news, de mégalomanie, de puissance impériale, de guerre pour les ressources, etc. Il constatera également l'absence presque totale, au paysage médiatique européen, du regard sur les différentes approches et les controverses concernant la politique étrangère américaine qui sont vivement débattues publiquement aux Etats-Unis. Selon l'âge de l'enseignant, il se souviendra peut-être des débats de 1999 (guerre de Yougoslavie) tout comme de ceux qui ont suivi le 11 septembre 2001. On parlait, alors déjà, de «pre-emptive strike», de l'article 51 de la Charte de l'ONU avec le droit à la légitime défense, des articles 1.2 et 2.1 de la Charte de l'ONU, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'égalité souveraine de tous leurs membres, de la contradiction systémique innée à la Charte de l'ONU, de l'article 5 du traité de l'OTAN, du cas d'alliance, de la «guerre d'agression contraire au droit international». Les débats d'alors étaient ciblés, comme les actuels, sur les «fake news» et les mensonges de guerre, dont certains ont été reconnus par la suite: par exemple par *Gerhard Schröder*, qui a lui-même qualifié la guerre aérienne contre la Serbie en 1999 de «contraire au droit international», et par *Colin Powell* qui a plus tard qualifié le mensonge, diffusé au monde par lui-même, que *Saddam Hussein* disposait des armes de destruction massive, de «la pire aberration de sa vie». Plus tôt, par rapport à la guerre du Vietnam, le monde avait déjà pris connaissance de la confession de *McNamara*, alors ministre américain de la Défense qui, à ses 85 ans, peu avant sa mort, s'était lui-même qualifié de «criminel de guerre» en public. Apparemment, la conscience de ce catholique d'origine irlandaise s'était tout de même manifestée.

Depuis le débat sur *George W. Bush* et la «Bush-doctrine» et sur ses conseillers et les membres de son cabinet (qui se qualifiaient eux-mêmes de néoconservateurs et se regroupaient autour de journaux tels que *Commentary*, depuis la critique virulente de la guerre d'agression des Etats-unis contre l'Irak en 2003, en infraction du droit international (plus tard confirmée par l'ancien secrétaire général

de l'ONU *Kofi Annan*) les médias, du moins en Europe, avaient un peu oublié ou jugé politiquement inopportun de thématiser les différentes écoles de politique étrangère des Etats-Unis. Pourtant, il suffit de s'intéresser à la politique étrangère des Etats-Unis pour se faire une idée de l'essentiel du débat émanant de ces divergences, débat qui influence l'avenir de notre monde au point qu'aucun enseignant volontaire de faire déboucher l'histoire sur notre actualité ne peut s'en passer: au moins depuis 2003, tout autour des deux grands partis américains, démocrate et républicain, coexiste une lutte d'influence en matière de politique étrangère de différents courants ou positions qui se battent pour imposer leur propre ligne sur l'orientation de la politique internationale états-unienne. Dans ce contexte, les médias américains citent, du côté néo-conservateur (en plus des noms déjà mentionnés), *Norman Podhoretz*, *Paul Wolfowitz*, *Dick Cheney*, *Robert Kagan* et son épouse *Viktoria Nuland*, du côté des internationalistes d'orientation libérale, entre autres *Francis Fukujima* et *les Clinton* et des réalistes et néoréalistes *Henry Kissinger*, *John Mearsheimer*, *Robert McNamara*, *Paul Nitze* et *George F. Kennan*. Ces trois courants ont tenté d'influencer les présidences de *George W. Bush*, *Barack Obama* et *Donald Trump* avec leurs points de vue différents, qui se sont pourtant parfois recoupés. Et qu'en est-il de *Joe Biden*? Qui sont ses conseillers à lui? A quelles écoles appartiennent ses ministres et les membres de son cabinet? Où essaient-ils de mener le grand paquebot USA et son capitaine?

### «Foreign Affairs»: sérieuse référence, impossible à passer sous silence

Une fois que l'enseignant ait opté pour une présentation succincte de ces diverses écoles, notamment en raison de leurs points de vue différents sur la guerre en Ukraine, ou pour les faire analyser par les élèves, la première question qui se pose à lui est celle de comment entrer en matière. Comment présenter ces écoles de pensée politique de la manière

la plus impartiale possible, comment faire en sorte que les futurs étudiants universitaires puissent les distinguer et les mettre en relation avec le déroulement actuel des événements? Il faudra que l'enseignant y mette du sien, car il ne trouvera guère d'articles sur ce thème dans les quotidiens. Il devra donc consulter des sites web américains et pour ce faire, la connaissance de l'anglais est indispensable. La recherche sera pourtant fructueuse. Toutes les grandes écoles de la pensée en politique internationale américaine ont leur site web, sur lequel leurs représentants, professeurs d'universités, publient continuellement sur *YouTube* et ailleurs, on y trouve des enregistrements de conférences, complétés par des diapositives PowerPoint ainsi que des transcriptions.

Notre enseignant suivant, par intérêt personnel et pour préparer son cours, les rapports des représentants de ces écoles sur *YouTube*, il choisira un exposé qui donne une vue d'ensemble de toutes les écoles.

Le choix pourrait par exemple se porter sur un représentant des néoréalistes, dont les articles sont publiés dans une des revues de politique étrangère les plus réputées des Etats-Unis, *Foreign Affairs*, la publication bimestrielle du *Council on Foreign Relations*. Les élèves découvriront ainsi «la» revue de politique étrangère par excellence.

En l'occurrence, la conférence sélectionnée, qui donne un aperçu des divers courants de la politique étrangère américaine, s'intitule «The great delusion» dont l'auteur est le théoricien néoréaliste *John Mearsheimer*.<sup>2</sup>

*Mearsheimer*, ancien collaborateur du *Council on Foreign Relations* à New York, est Distinguished Service Professor en sciences politiques à l'Université de Chicago – *R. Wendell Harrison* et a été primé à plusieurs reprises. Il est notamment titulaire du *James Madison Award 2020* de l'*American Political Science Association*, lequel est décerné tous les trois ans au politologue américain dont la contribution scientifique a été la plus remarquable. En 2003, *Mearsheimer* a été élu à l'*American Aca-*

*demy of Arts and Sciences*, se signalant toutefois en 2003 par son opposition véhémente à la guerre en Irak. Selon *Wikipedia*, une source convenable pour un premier aperçu, il est «le principal représentant d'un courant de la théorie néoréaliste en relations internationales, qualifiée de néoréalisme offensif. Selon cette théorie, aucun état ne saurait se contenter du niveau de pouvoir qu'il a déjà acquis, raison pour laquelle *Mearsheimer* prévoit inévitablement l'affrontement sino-américain, un point qui ne manquera pas d'attirer l'attention de l'élève chinois Ren.

Ce qui relie *Mearsheimer* à l'actualité politique réside dans les propos qu'il a tenus, le 1er mars 2022, au sujet de la guerre en Ukraine, dans une interview publiée dans le «*New Yorker*»<sup>3</sup>, déclaration qui reprend ses publications de 2014 dans *Foreign Affairs*.<sup>4</sup>

Le titre, qui a dû dérouter certains, était: «Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault. The Liberal Delusions That Provoked Putin» (Pourquoi la crise ukrainienne est-elle la faute de l'Occident. Les illusions libérales qui ont provoqué Poutine).<sup>5</sup>

### Reconnaître les contradictions entre les versions américaine et européenne

Les élèves seront chargés de noter les différents courants de pensée mentionnés, de résumer la position de l'intervenant, de la comparer avec les informations des médias qu'ils consultent, toute en vérifiant les termes nouveaux. Les différents points seront ensuite présentés en exposé devant la classe, ce qui donnera inévitablement lieu à une discussion passionnante et à des questions plus approfondies. *Mearsheimer*, en effet, tout comme *Kennan* et les autres réalistes ou néoréalistes, et même *Henry Kissinger* dans ses débuts, considèrent que la faute en incombe pleinement à l'Occident, en raison des antécédents, de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, rejeté par la Russie, (non seulement depuis *Poutine!*). Il souligne qu'à l'inverse, les Etats-Unis, s'appuyant sur la *doctrine Monroe*, ne toléreraient pas non plus que les Russes installent des bases sur le double continent américain. Et il en conclut que, justement, il aurait fallu rallier la Russie à la cause occidentale en vue du grand affrontement avec la Chine, qui ne manquera pas de se produire.

Etant donné que la plupart des jeunes gens en classe relèveront les contradictions qui existent, d'une part, entre les médias qu'ils viennent de consulter ainsi que les déclarations de *Lutz Güllner*, chef de l'*European External Action Service*, (par exemple sur l'origine de la guerre et le rôle de l'OTAN, «*Neue Zürcher Zeitung*» du 11 mars 2022, voir encadré) – et les positions défendues par *Mearsheimer* de l'autre, le processus de réflexion en sera stimulé et l'enseignement pourrait donc être développé sous divers aspects.

Bien sûr, cela représente un grand investissement en temps. Mais l'approche proposée présente l'avantage, pour l'enseignant, de maintenir en éveil également sa curiosité à lui, son esprit de recherche et son vaste réseau de relations, chez lui et à l'étranger.

### L'UE active sa force opérationnelle de «communication stratégique» et s'oppose à des experts politiques américains comme Mearsheimer et autres

ts. Depuis 2015, l'UE dispose d'une force opérationnelle (task-force) pour la «communication stratégique» (cf. [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2016-0290\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2016-0290_FR.html)).

Dans le conflit actuel en Ukraine, son directeur, *Lutz Güllner*, veille sur d'éventuelles fausses informations et de la propagande de la part de la Russie. Dans une interview accordée à la «*Neue Zürcher Zeitung*» (édition du 11 mars 2022), il cite l'une des prétendues «fausses informations les plus connues» sur lesquelles son bureau se penche, celle sur les causes et les effets de la guerre, en ces termes: «C'est là où l'Occident et l'OTAN sont présentés comme les véritables agresseurs.» Il aurait été passionnant que l'intervieweur confronte *Güllner* aux déclarations de politologues américains du statut de *John Mearsheimer*, lauréat du prix *Madison* et ancien collaborateur du *Council on Foreign Relations* à New York, expert de renom mondial qui insiste

précisément sur le fait que ce sont l'Occident et l'OTAN les responsables de la guerre en Ukraine parce qu'ils ont forcé l'élargissement de l'OTAN vers l'Est depuis des décennies. Le politologue *Mearsheimer* de l'université de Chicago appartient à l'école néo-réaliste en matière de politique étrangère aux Etats-Unis. *Mearsheimer* s'est montré opposé à la guerre contre l'Irak de 2003 déjà, estimant que le véritable danger pour les Etats-Unis était la Chine et que, pour cette raison (qui persiste pour lui), le gouvernement états-unien serait mieux avisé de se mettre d'accord avec la Russie, la traiter en partenaire et accepter l'Ukraine en tant qu'Etat neutre. On serait tout de même curieux d'entendre *M. Lutz Güllner* classer les prises de position d'un expert politique et patriote américain tel que *M. Mearsheimer*. S'agirait-il pour lui de pure propagande russe qu'il faudra aussitôt museler?



## «Maman, c'est quoi la guerre?»

### Trouver la bonne réponse aux questions difficiles

par Dr. Eliane Perret, psychologue et pédagogue curative

La guerre s'est rapprochée de nous. Il y a longtemps qu'elle existe: en Afghanistan, au Congo de l'Est, au Yémen, en Syrie, en Irak et dans d'autres endroits. Mais ces guerres se passaient au loin. Est-ce pour cela qu'elles occupent si peu de place dans notre conscience? Actuellement, les événements en Ukraine sont très présents dans les médias. Il va de soi que nos enfants et nos jeunes s'en préoccupent également. Ils lisent les gros titres et les images et regardent de petits films sur YouTube et TikTok. Ils ressentent la tension chez les adultes. Et voilà qu'une fois de plus, des enfants d'un pays étranger arrivent dans leur classe. Dans le meilleur des cas, ils vont chercher la réponse à leurs questions auprès de leurs parents ou d'autres personnes à qui ils font confiance. Ce sera alors à ces derniers de faire preuve de lucidité, afin que les enfants ne restent pas dans l'angoisse et l'incertitude, mais qu'ils gardent confiance et courage.

#### Être clair avant tout

Avant d'aborder ce genre de questions avec les enfants, il faut non seulement réviser les connaissances dont nous disposons pour répondre, mais encore être nous mêmes complètement clairs. Chaque jour, nous sommes assaillis de toutes parts par les nouvelles des médias, et ce n'est pas facile à assimiler, même pour les adultes. Il est souvent difficile de faire la part entre ce qui relève de l'information factuelle et ce qui est diffusé pour agir sur l'émotionnel, éventuellement pour orienter l'opinion et l'humeur et c'est malheureusement souvent le cas pendant un conflit. Ces processus psychiques font aujourd'hui partie intégrante de la stratégie militaire. Il est donc recommandé de diversifier les sources d'information, sachant que, durant les périodes de conflit, la désinformation est malheureusement courante. Si l'on se livre à la lecture d'informations, il est bon d'avoir des critères personnels et de s'appuyer par exemple sur un ouvrage comme les «Règles de la propagande de guerre», telles que les ont formulées Anton Ponsonby et Anne Morelli (v. *Horizons et débats* n° 7 du 29 mars 2022). Ce genre de lecture permet de clarifier la pensée, de dissiper la confusion mentale en confortant la force intérieure si importante en ces temps difficiles, celle qui donne le courage de persévérer.

#### Du «fact checking» au point de vue personnel

Vérifier les faits peut mener au succès – à condition que l'on fasse preuve de suffisamment de persévérance et de curiosité – et éveiller l'intérêt pour le débat, où il est pourtant plutôt difficile de défendre son propre point de vue dans le cadre d'une discussion avec son entourage. Et cela ne vaut pas que pour les enfants, c'est également valable pour les adultes! La propagande va sciemment dans ce sens car elle mise sur le penchant naturel qui nous pousse à vouloir être en accord avec l'entourage et surtout avec ceux qui nous tiennent à cœur. Il n'est donc pas

si facile de garder son équilibre lorsqu'on est en proie à la tourmente de l'opinion publique. On a dans ce cas bien trop souvent tendance à procéder à des menus ajustements de son opinion première – cela peut aller jusqu'au niveau de ce qui nous opposait aux idées toutes faites. Il faut avoir ces processus intérieurs présents à l'esprit avant d'engager un débat avec ses enfants, surtout lorsque la propagande tente d'éradiquer toute vue divergente.

#### La guerre n'est pas un film fantastique ou un jeu vidéo

Pour les enfants et les jeunes, tout ce qui touche au conflit armé est lourd à porter et les éventuelles questions sont basées sur ce qu'ils en ont perçu, ce qui suscite également leurs craintes car la guerre est associée à la violence, à la mort, au viol, à la destruction, au deuil et au désespoir. Cela peut créer, dans leur for intérieur, un sentiment d'abandon et de désespoir. Certains enfants commencent peut-être aussi à réaliser que la guerre n'est pas un jeu dans lequel les morts peuvent ressusciter et rejouer la partie et que la réalité est différente du récit d'un film fantastique qui se termine bien. Ils sont confrontés à des images terrifiantes qui peuvent éveiller en eux des frayeurs. La plupart d'entre eux se rendent bien compte qu'il se passe quelque chose qui inquiète et effraie les adultes. Ils ressentent les variations d'humeur des adultes et comprennent qu'ils sont inquiets. Ils saisissent des bribes de conversation ou remarquent que les parents sont brutalement silencieux. «Le silence soudain de mes parents, chaque fois que j'entrais dans la chambre. C'était un silence qui pesait lourd. Un silence qui pesait plus lourd qu'un sac à dos rempli de pierres», c'est ainsi qu'Alice décrit l'ambiance familiale lorsque la Première Guerre mondiale a fait irruption dans sa famille.<sup>1</sup> Chez les enfants, un brusque silence peut éveiller des angoisses que nous devons dissiper. Quant à la façon dont il faut leur parler, qui varie en fonction de l'âge, mais aussi de l'enfant lui-même – il n'y a pas de recette miracle. Parler à l'enfant de manière adaptée signifie tenir compte de son niveau de développement: quelles sont les informations qu'il

est déjà à même de comprendre? A quelles connaissances a-t-il eu accès et quel doit être le vocabulaire à employer dans sa complexité? Tout cela est plus facile à dire qu'à faire. Un défi de plus pour l'adulte interlocuteur – à lui de trouver la voie, celle qui va mener à un dialogue qui apportera à l'enfant le soulagement recherché et là encore, tout va dépendre de la capacité de l'adulte à maintenir un contact honnête et sensible avec l'enfant ou l'adolescent.

#### Être honnête et ne pas laisser de place aux fantasmes

Les questions des enfants attendent une réponse honnête. Nous ne devons pas les laisser à leurs fantasmes. Il convient bien sûr de fournir des explications adaptées à l'âge et au niveau de développement de l'enfant. Prenons *Tanja*, une petite fille qui va encore au jardin d'enfants; pour elle, il serait peut-être approprié de comparer les événements de la guerre à une dispute. C'est quelque chose qu'elle connaît déjà, au travers de ses rapports avec ses petits camarades de jeu, et donc elle pourra établir un lien affectif. Elle a certainement déjà fait l'expérience d'une dispute lorsque tous ne respectent pas les règles communes ou lorsqu'un des enfants «fait son commandant» pour obliger les autres à faire comme il veut. *Tanja* comprendra également qu'en ce cas, il faut trouver ensemble une solution où chacun sera à égalité avec les autres. Mais pour un élève plus âgé, cette réponse n'est plus adaptée. *Roman* est donc assis devant l'atlas pour enfants et cherche la Russie et l'Ukraine. Peut-être veut-il savoir plus précisément ce qui s'y passe. Il veut aussi savoir pourquoi on en est arrivé à la guerre ou à la catastrophe, et ce qui va se passer ensuite. Il comprend parfaitement qu'il faut replacer les événements dans un contexte plus large et savoir ce qui s'est passé auparavant dans cette région, et il est heureux que tant de gens et de pays s'efforcent désormais de trouver une solution. Mais, pour *Roman*, il est tout aussi important de pouvoir établir un lien avec sa vie à lui. La veille, à l'école, il s'est emparé du crayon de son voisin de banc et lorsque la maîtresse l'a réprimandé, il en a été furieux? Pourquoi lui, aujourd'hui, alors qu'elle ne l'a même pas écouté lorsqu'il

s'est plaint de ce même voisin, qui passe son temps à lui «emprunter» ses feutres sans jamais lui en demander la permission – ce qu'il ne voudrait d'ailleurs pas. C'est franchement injuste. Cette expérience avait donc elle aussi son histoire et il comprend mieux la genèse d'un conflit beaucoup plus complexe. Il se dit qu'il va retourner voir la maîtresse pour lui parler. Ces réponses ne reflètent évidemment pas toute la complexité de ce qui peut se passer dans une guerre mais elles peuvent faire ressortir la capacité des enfants à intérioriser aussi sur le plan émotionnel ce qu'est un conflit.

En ce qui concerne les adolescents, eux veulent du concret, ils veulent savoir exactement ce qui se passe et se montrent tout disposés à explorer de plus larges contextes. Il ne s'agit pas simplement d'acquérir des connaissances, ce qui les intéresse est d'avoir sous la main quelque chose qui les occupe pour affronter une situation stressante. Cela leur donne de l'assurance et ils ne se sentent plus aussi facilement à la merci de l'information qui se déverse en continu. Lors d'une conversation avec des adultes, le fait d'avoir rencontré quelqu'un qui s'adresse à eux de façon ouverte et honnête les conforte dans leur désir de participer activement aux événements mondiaux. Pour nous, adultes, il s'agit donc toujours de soutenir et encourager les enfants et les jeunes.

#### La dissuasion mène à l'erreur

Savoir parler aux enfants, trouver les mots justes pour répondre aux difficiles questions en relation avec une guerre a toujours préoccupé les hommes. C'est d'ailleurs ainsi qu'une véritable éducation à la paix peut s'appuyer sur une longue expérience. On a bien essayé d'inspirer le dégoût de la guerre et le désir de paix dans la génération montante par des visites d'expositions montrant les atrocités de la guerre, mais on a obtenu l'effet inverse. Confrontés à l'horreur de la guerre, les enfants, soit développaient soit des angoisses, de la nervosité ou de l'insécurité, soit une accoutumance à la violence et un affaiblissement de l'empathie envers les victimes. Des études de psychologie du développement ont également exploré les raisons aboutissant à ce phénomène. En confrontant un enfant aux atrocités et aux cruautés qui font malheureusement partie d'une guerre, on sape la confiance fondamentale qu'il place en ses semblables et dans la cohabitation humaine en général. Cela lui ôte une des bases importantes du développement harmonieux de sa personnalité. Les enfants ont besoin d'adultes qui soient des modèles, qui leur montrent le chemin de la paix, surtout dans les moments difficiles, et qui leur offrent la protection nécessaire pour que leur développement psychique n'en souffre pas (voir *Horizons et débats*, n° 21 du 28 septembre 2021).

#### S'abstenir des stéréotypes sur l'ennemi – encourager la cohabitation pacifique

Une réflexion personnelle sur ce qui se passe actuellement dans le monde nous évitera de trouver des explications faciles et de désigner des coupables à la légère. C'est justement le dialogue avec les enfants qui nous oblige à penser à l'avenir. Nous ne devons pas réduire ces processus complexes qui ont conduit à une guerre ou à une catastrophe à des idées toutes faites sur certains pays et certaines personnes. Les stéréotypes liés à l'ennemi se basent là-dessus, ancrés dans les sentiments, ils empêchent la cohabitation entre les êtres humains. Les stéréotypes n'aident pas la génération montante, car elle devra continuer à travailler pour que le monde devienne plus juste et plus pacifique. Nous devons donner à nos enfants et à nos jeunes l'espoir et la confiance que cela soit réalisable. Rappelons-nous de cette réflexion d'Anne Franck, qu'elle avait consignée dans l'un de ses cahiers:

«Là où il y a de l'espoir, il y a de la vie. Il nous remplit d'un courage nouveau et nous rend forts à nouveau». (*Anne Frank*)

<sup>1</sup> Vereecken, Kathleen. *Alles wird gut, immer* (Tout ira bien, toujours). Éditions Gerstenberg 2021

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen

Redaction  
Jean-Daniel Urben  
Peter Küpfer

Redaction et administration  
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

#### Courrier des lecteurs

#### Espoir dans la jeunesse

La question de savoir ce qui est fait pour la paix est tellement importante. Ce qui m'inquiète, c'est que l'on ne parle plus de diplomatie en public, mais seulement des demandes faites à notre gouvernement d'aider l'Ukraine. On a l'impression que le gouvernement ukrainien fait pression pour obtenir des armes et que notre parlement leur refuse cette aide si nécessaire. Nous (le peuple) devons absolument convaincre notre parlement de la nécessité de livrer des armes maintenant. Pour moi, ces informations sont de plus en plus difficiles à supporter. Quel est le crétinisme qui se répand ici? Les livraisons d'armes ne font que déclencher une spirale de violence. Nous l'avons vu dans toutes les guerres depuis le conflit du Kosovo.

Dès le début de la guerre, on a dit que nous livrions à l'Ukraine des stocks de l'ex-Allemagne de l'Est via la Lettonie. Des déchets d'armes sont-ils maintenant écoulés en Ukraine? Et dans tout cela, aucune annonce de diplomates s'occupant des critères de négociations n'est présentée. Je n'ai lu que dans *Horizons et débats* la proposition d'Otto Schily d'amener l'Ukraine à la neutralité, ce qui signifierait le désarmement. Il n'y a plus non plus d'informations sur le mouvement pour la paix. Il faut maintenant descendre dans la rue et manifester pour l'Ukraine. La paix ne peut être établie qu'avec tous ceux qui sont impliqués dans les tensions. Il n'y a pas de paix contre la Russie, seulement avec la Russie. Tous les problèmes qui existaient avant la guerre et qui ont provoqué la guerre doivent être communiqués et non pas balayés d'un revers de main comme c'est le cas actuellement.

J'espère qu'à Pâques, des marches de Pâques seront organisées partout en Europe selon le modèle traditionnel.

Je suis professeur d'histoire et de politique, mais aussi d'art dans un lycée professionnel. Une unité de matière en histoire/communauté

dans le programme scolaire de Saxe est consacrée aux conflits internationaux. J'ai donc déjà traité de nombreux conflits avec mes élèves. Mon principe de base est de faire comprendre aux élèves que les conflits ont des causes. Les analyser est important pour comprendre les conflits. Un autre principe est qu'on ne peut pas parler de conflits religieux, les religions sont merveilleusement utilisables pour masquer les causes. Et un autre principe est important: ne pas se fier uniquement aux médias ici, mais consulter plusieurs sources. J'essaie de faire comprendre aux élèves de différentes manières ce que signifie la guerre, quelles sont les conséquences à long terme des guerres, plusieurs générations en sont blessées.

Cette année scolaire, j'avais déjà poussé un soupir de soulagement lorsque la guerre en Afghanistan a pris fin. La façon dont cela s'est passé était terrible, mais c'était une fin, et maintenant la prochaine guerre est là. Je suis convaincu que l'éducation à la paix doit être dispensée dans les écoles, mais cette conception se heurte au système du capitalisme, qui repose sur la concurrence. En conclusion de cette unité d'enseignement, j'ai dit à mes élèves que je plaçais beaucoup d'espoir en eux, en ces espoirs dans la jeunesse qui, depuis quelque temps, ont entrepris de changer le monde. Nous devons comprendre que nous n'avons qu'une seule Terre. Les guerres ne font que détruire encore plus ce qui vaut la peine d'être vécu. Je pense que l'art est également essentiel dans ce contexte. Il renforce la coexistence au-delà des frontières. Il montre toujours de différentes manières ce que les hommes peuvent produire de créatif, façonner – et non détruire, former au lieu de détruire.

Barbara Patzig, Dresde

(Traduction *Horizons et débats*)

Paraît prochainement: Maas, Rüdiger/Perret, Eliane. *Wie ich mit Kindern über Krieg und andere Katastrophen spreche*. Brainbook-Verlag



# Votation du 15 mai 2022: non au consentement présumé dans le don d'organes

## Non à la révision de la loi sur la transplantation

Déclaration de la Société Hippocratique Suisse\*

La Société Hippocratique Suisse s'engage en faveur d'une médecine de transplantation basée sur la confiance. Pour que les normes éthiques de la médecine de transplantation perdurent, il ne peut y avoir de modification des conditions régissant le don d'organes. En effet, la notion même de «don» implique sa dimension volontaire, laquelle relève de la volonté individuelle propre à chaque donneur.

Au regard du droit suisse, la décision relative au don d'organes peut être soit attestée par une carte personnelle du donneur d'organes, soit par la volonté, connue et respectée par la famille proche d'un donneur présumé en fin de vie, lequel aura au préalable exprimé le vœu d'un don d'organes après son décès. Cette démarche volontaire est par ailleurs garantie par la réglementation en vigueur du Principe du Consentement explicite.

Le 15 mai 2022, la population suisse devra se prononcer sur un amendement fondamental de la loi sur la transplantation dans le sens d'un «Principe du consentement présumé». Si le «oui» l'emportait, cela permettrait les prélèvements d'organes sur toutes les personnes décédées, à moins qu'elles ne se soient expressément opposées au don d'organes de leur vivant ou que leurs proches n'émettent une opposition suite à leur décès. Cette modification du principe de consentement introduirait donc une véritable obligation du don d'organes.

Il faut absolument dire non à un tel changement de paradigme, car il empêcherait l'Etat de protéger en toutes circonstances l'intégrité physique.

Or, la votation populaire ne concerne pas simplement le fait d'être «pour» ou «contre» le don d'organes, mais elle pose une nettement plus fondamentale, celle d'un principe qui, à l'avenir, déciderait automatiquement en faveur du prélèvement d'organes sur les défunts qui n'auraient pas explicitement documenté leur refus par anticipation.

Certes, il serait bon de faire progresser le nombre de donneurs. Mais le principe du consentement présumé est un moyen inadmissible d'y parvenir, car il viole les principes de l'éthique médicale ainsi que du droit constitutionnel.

En fin de compte, la fin ne justifie pas tous les moyens!

### «Silence ne signifie pas consentement»

Toute intervention médicale implique une bonne information de la part du médecin traitant, et de celle du patient, un consente-

ment conscient, libre et indépendant ainsi qu'un document contresigné de consentement (*Informed Consent*). Faire l'impasse sur ce dernier, qui représente une décision mûrement réfléchie en fin de vie, est inacceptable. La présomption d'un éventuel consentement tacite ne suffit pas. Au contraire, il faut une décision préalable, consciente, intégrée dans une relation médecin-patient digne de confiance. Le don d'organes n'est éthiquement justifiable et légal que lorsque la personne concernée en a donné, de son vivant, son consentement ferme et mûrement réfléchi.

### Le droit de tout individu à son intégrité physique doit s'appliquer sans restriction

Il n'est pas acceptable que le droit de tout être humain à l'intégrité corporelle ne soit appliqué que s'il a au préalable été expressément stipulé.

L'art. 10 al. 2 de la Constitution fédérale garantit à tout être humain le droit à l'intégrité physique et psychique ainsi qu'à l'autodétermination. Cette protection s'applique en particulier dans le cas de situations extrêmement vulnérables, telles que celles induites par le processus de fin de vie. Ainsi que l'énonce la Constitution fédérale, «la force du peuple se mesure au bien-être du plus faible de ses membres».

En revanche, si l'on appliquait le Principe du consentement présumé, toute personne devrait désormais revendiquer de façon ferme et définitive le droit à l'intégrité du corps. Du fait de l'ignorance de nombreux citoyens quant à cette nouvelle réglementation et aux possibilités d'y faire opposition, il faudrait déployer une campagne de sensibilisation disproportionnée pour s'assurer que l'ensemble de la population est correctement informé. Il est à craindre que certaines parties de la population, notamment celles dont l'intégration sociale, culturelle et linguistique reste limitée, restent effectivement hors d'atteinte et soient pour ainsi dire «flouées» par la nouvelle réglementation.

Il existe donc un risque considérable de voir des organes «automatiquement» prélevés sur des personnes non informées de cette nouvelle situation. Il en va cependant du devoir inconditionnel de l'Etat de protéger tous ses citoyens et de garantir leurs droits humains.

### Pas non plus de pressions exercées sur les proches!

Dans le cas où le défunt ne se serait pas prononcé de son vivant sur la question du don

d'organes, la réglementation en cours prévoit que les proches soient interrogés sur leur volonté présumée au moment du décès de l'éventuel donneur. Si la loi était effectivement modifiée, on ne leur demanderait plus leur consentement présumé, mais uniquement de préciser si le donneur potentiel avait réellement fait opposition.

Dans ce contexte, ils seraient censés prouver de manière crédible que la personne décédée aurait vraisemblablement refusé de donner ses organes après sa mort. La solution proposée par le Principe d'approbation présumée érige le don d'organes en norme, ce qui renforce la pression exercée sur les proches pour qu'ils consentent à ce don. Selon les circonstances, ils devraient se justifier, fournir des explications et s'opposer frontalement au prélèvement d'organes programmé. Ils risquent ainsi de ne plus se prononcer conformément à la volonté présumée de leur proche défunt. De plus, les proches pourraient se voir reprocher un refus du don, qualifié éventuellement de «comportement dépourvu de solidarité» alors que le don d'organes devrait se faire en accord avec toutes les personnes concernées, dans une perspective réconfortante, celle de sauver une vie.

### Non à l'exploitation des plus défavorisés!

Il est irréaliste de supposer qu'on puisse pleinement informer plus de 7 millions de citoyens adultes en Suisse sur l'obligation d'un veto de leur part ainsi que d'une inscription au registre des personnes se refusant au don de leurs organes.

Les dispositions relatives au consentement présumé pourraient conduire à ce que des organes soient prélevés sur des personnes (principalement issues de milieux peu éduqués et socialement défavorisés) contre leur volonté, parce que celles-ci, de leur vivant, ignoraient qu'elles auraient dû s'y opposer. Ce sont précisément ces personnes socialement les plus vulnérables qui ont le plus besoin de la protection de l'Etat de droit.

### Et quand même pas plus de dons!

Il est faux de croire que le Principe du consentement dit présumé entraîne un accroissement du nombre des dons dans d'autres pays. Selon plusieurs études, le système du Principe du consentement présumé n'a entraîné aucune augmentation significative des dons.

Mais même si c'était le cas, le changement de système constituerait en soi une vio-

lation du droit fondamental de l'individu à sa propre intégrité physique.

### L'Etat abandonne son devoir de protection

Du point de vue du droit public, le système de consentement présumé a signifié un changement de paradigme dans le devoir de protection de l'Etat envers ses citoyens. Il s'agit là d'un abandon de la protection de l'intégrité physique et psychique de ses citoyens qui n'est plus garantie avec certitude. Cela constitue une atteinte aux droits fondamentaux garantis par le droit de l'Etat (art. 10, al. 2). Un tel déclin des droits fondamentaux garantis peut saper la confiance dans l'Etat de droit.

### Le modèle explicatif, une alternative qui mérite d'être discutée

La Commission nationale d'éthique rejette le système du consentement présumé. Elle recommande un modèle explicatif, c'est-à-dire que les citoyens soient régulièrement informés et interrogés sur le thème du don d'organes, afin de les motiver à prendre une décision consciente et responsable. Cela inclut également le droit de ne pas vouloir ou pouvoir répondre à cette question. Cette démarche pourrait améliorer le débat social sur la question complexe du don d'organes. •

Pour de plus amples informations:

Dres. med. Ursula et Walter Knirsch. Consentement élargi vers un régime d'opposition élargi – de quoi s'agit-il vraiment? Dans: *Horizons et débats* n° 28/29, 2021

Fontana, Katharina. «I schänke dir mis Hätz». Dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 02/04/2022

Article récapitulatif avec des représentants du comité référendaire, entre autres dans: *Aargauer Zeitung* du 01/04/2022

Prise de position du Conseil des Eglises réformées évangéliques de Suisse: *Le conseil de l'EERS plaide en faveur du modèle de la déclaration d'intention [modèle explicite]*. [www.evref.ch/F/News/Communiqué\\_de\\_presse\\_du\\_31/03/2022](http://www.evref.ch/F/News/Communiqué_de_presse_du_31/03/2022)

Page d'accueil du comité référendaire:

<https://don-organe-pas-sans-consentement.ch>

\* *Hippokratische Gesellschaft Schweiz*, Wingertweg 3, CH-7215 Fanas, tél. +41 55 280 59 11; [www.hippokrates.ch](http://www.hippokrates.ch) [hgs.ch@gmx.ch](mailto:hgs.ch@gmx.ch)



### «Enseigner l'histoire dans un monde ...» suite de la page 6

L'approche proposée encourage donc à choisir une nouvelle piste pour la poursuite du cours: Les représentants des autres courants de pensée cités par Mearsheimer pourraient également faire l'objet de recherches par le biais d'articles et de conférences sur *YouTube*, toujours de leur point de vue interne. Il faudrait par exemple expliciter ce que l'on entend par «doctrine Bush», ce qui se trouve au centre de la pensée des néoconservateurs et de celle des internationalistes libéraux. Un tel procédé peut conduire à d'autres, y liés thématiquement, comme par exemple des questions du genre «qu'est ce que les Soviétiques étaient allés faire en Afghanistan, avant que les Etats-Unis n'y arrivent eux aussi? ou «comment interpréter la déclaration du général américain Wesley Clark selon laquelle plusieurs guerres avaient été planifiées dès 2003 au Pentagone, contre par exemple la Libye, la Syrie, le Yémen, l'Iran, etc.»? On effleurera certainement aussi la notion de «théories conspirationnistes» en recherchant par qui et quand cette notion a été introduite dans le discours politique et ce qui la distingue des conspirations réelles historiques.

### Distinguer les causes et les raisons d'une guerre – un exercice de débutant

Accomplir tout cela avec seulement deux leçons d'histoire par semaine? Comment l'enseignant peut-il sélectionner les points forts? Ce sera à lui de le développer avec les élèves, en tenant compte des exigences légales dictées par le principe de neutralité politique, de l'ap-

proche diversifiée des sujets et bien entendu, du programme scolaire. A tous les niveaux du lycée, les élèves ont déjà appris, au cours supérieur de l'école primaire, que toute guerre a une cause et un prétexte. Exemple de prétexte immédiat: le coup de feu de Sarajevo, mais qui reste pourtant incompréhensible si ses causes plus profondes ne sont pas étudiées, dans ce cas la politique impérialiste des grandes puissances de l'époque et leurs réseaux d'alliances. En fonction de l'enseignant, certains des aspects sociaux, économiques, financiers et de politique d'armement ont éventuellement déjà été intégrés. Et aussi des réflexions sur les réactions que la propagande en temps de guerre est capable de déclencher chez les gens.<sup>6</sup>

Comme les médias regorgent d'articles sur le fait que la première victime de la guerre est toujours la vérité, comme les experts de la CIA sont régulièrement interviewés sur l'importance de la guerre médiatique (voir par exemple le «Tages Anzeiger» du 14 mars), il y aurait déjà là matière à élaborer d'autres cours, idéalement en collaboration avec les professeurs d'éducation aux médias et de littérature dans la langue maternelle. Mais on pourrait également impliquer les professeurs de langues étrangères, y compris aujourd'hui les professeurs d'arabe, de russe et de chinois, des langues que tous les lycées qui se respectent proposent depuis peu dans leur programme de cours facultatifs.

Il faudrait également prévoir des projections de films, comme par exemple le triple-oscarisé d'Oliver Stone, «Ukraine on fire». Dans ce cas une question s'impose, à débattre aux classes supérieures: S'agit-il de pure «propagande lèche-bottes» au commanditaire (commen-

taire du magazine *Daily Beast*) ou d'un travail sérieux d'information impliquant des témoins réels? Les élèves seront invités à rassembler des arguments pour et contre. Et tant mieux si, en le faisant, ils apprennent davantage sur *Robert Parry*, le grand journaliste d'investigation américain qui a révélé le scandale Iran-Contra.

S'il s'agit de la question des néonazis en Ukraine, en référence au régiment *Azov* (cf. «Tages- Anzeiger» du 12 mars), il serait certainement passionnant de recueillir là-dessus des voix israéliennes. Peut-être que le professeur d'histoire aura accès à un journal israélien, «Haaretz» ou «Jerusalem Post» par exemple, lesquels disposent également d'éditions en anglais. Les élèves auront ainsi un aperçu des relations passionnantes d'Israël avec les Etats-Unis et la Russie, et des questions sur l'histoire du Proche-Orient surgiront inévitablement – les prochaines séries de cours se désignent donc déjà. Ceux qui se disent que les douze semaines de congés des enseignants sont certainement justifiées, notamment pour les professeurs d'histoire, compte tenu de l'immense volume de lectures qu'on attend d'eux, n'ont certainement pas tort.

### ... tout aussi sage que d'avant?

Mais que se passerait-il si, après la fin des cours, les élèves en venaient à se dire, avec «Faust» (de *Goethe*), philosophe résigné, qu'ils connaîtraient du cours de littérature allemande: «Me voilà donc, pauvre fou, tout aussi sage que d'avant»? Et alors, ce serait si grave? Une leçon d'histoire n'a-t-elle pas atteint son but lorsque la classe repart avec encore plus de questions (concrètes) sur l'histoire qu'elle n'en avait avant?

Ce serait déjà bien si les jeunes pouvaient ensuite suivre plus consciemment les méandres de la jungle médiatique et commencer à se faire leur propre opinion.

C'est déjà un grand gain si ensuite les jeunes arrivent à naviguer entre les lignes de la jungle médiatique de manière plus consciente. Si les élèves considèrent que les objectifs du programme d'apprentissage du projet présenté, sous les titres «Aperçu du discours actuel en matière de politique étrangère des Etats-Unis/ Nos médias et leurs points de vue/La Task force de l'UE pour la communication stratégique/Les guerres à l'ère nucléaire», ou autres, sont à peu près atteints, ce sera déjà beaucoup. Si, plus tard, ils peuvent contribuer, dans leur cadre professionnel, leur famille et même en tant que citoyens, à rendre le monde un peu plus pacifique, au-delà des idéologies et de la propagande, tout pédagogue soucieux de la paix mondiale ne peut que s'estimer heureux. •

<sup>1</sup> cité par [https://www.watson.ch/1533754759?utm\\_medium=social-user&utm\\_source=social\\_app](https://www.watson.ch/1533754759?utm_medium=social-user&utm_source=social_app)

<sup>2</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=nZVlaXFN2IU>, le livre à ce sujet: John Mearsheimer. *The Great Delusion: Liberal Dreams and International Realities* (Henry L. Stimson Lectures) Yale University Press 2018.

<sup>3</sup> <https://www.newyorker.com/news/q-and-a/why-john-mearsheimer-blames-the-us-for-the-crisis-in-ukraine>

<sup>4</sup> <https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2014-08-18/why-ukraine-crisis-west-s-fault>

<sup>5</sup> La conférence s'y rapportant est accessible sous: *Why is Ukraine the West's Fault? Featuring John Mearsheimer*. University of Chicago. <https://www.youtube.com/watch?v=JrMiSQAGOS4>